

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TRENTIÈME SESSION

Documents officiels


2441^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

 Lundi 15 décembre 1975,
 à 15 h 35

NEW YORK

SOMMAIRE

SOMMAIRE (suite)

- Points 114 et 70 de l'ordre du jour :
- Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général
 - Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé
 - Rapport de la Sixième Commission

- Point 115 de l'ordre du jour :
- Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention
 - Rapport de la Sixième Commission

- Point 116 de l'ordre du jour :
- Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international
 - Rapport de la Sixième Commission

- Point 117 de l'ordre du jour :
- Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général
 - Rapport de la Sixième Commission

- Point 118 de l'ordre du jour :
- Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales :
 - a) Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes;
 - b) Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales
 - Rapport de la Sixième Commission

- Point 60 de l'ordre du jour :
- Problèmes alimentaires :
 - a) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
 - b) Rapport du Secrétaire général
 - Rapport de la Deuxième Commission

- Point 123 de l'ordre du jour :
- Développement et coopération économique internationale : application des décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire (fin)
 - Rapport de la Deuxième Commission (deuxième partie)

- Point 12 de l'ordre du jour :
- Rapport du Conseil économique et social (suite)
 - Rapport de la Deuxième Commission

Pages

1424

1426

1423

- Point 65 de l'ordre du jour :
- Examen et évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (fin)
 - Rapport de la Deuxième Commission (deuxième partie)

- Points 75 et 76 de l'ordre du jour :
- Année internationale de la femme, y compris les propositions et recommandations de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme
 - Statut et rôle de la femme dans la société, compte tenu en particulier de la nécessité d'assurer l'égalité de droits pour les femmes et de la contribution des femmes à la réalisation des buts de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, à la lutte contre le colonialisme, le racisme et la discrimination raciale et au renforcement de la paix internationale et de la coopération entre les Etats
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 68 de l'ordre du jour :
- Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (fin) :
 - b) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 71 de l'ordre du jour :
- Situation sociale dans le monde : rapport du Secrétaire général
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 72 de l'ordre du jour :
- Politiques et programmes relatifs à la jeunesse : rapports du Secrétaire général
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 79 de l'ordre du jour :
- Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 81 de l'ordre du jour :
- Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 83 de l'ordre du jour :
- Liberté de l'information :
 - a) Projet de déclaration sur la liberté de l'information;
 - b) Projet de convention sur la liberté de l'information
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 84 de l'ordre du jour :
- Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général
 - Rapport de la Troisième Commission

- Point 85 de l'ordre du jour :
- Conférence des Nations Unies pour une convention internationale sur la législation en matière d'adoption
 - Rapport de la Troisième Commission

Pages

1433

A/PV.2441

SOMMAIRE (suite)

Point 52 de l'ordre du jour :	Pages
Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés	
Rapport de la Commission politique spéciale	1443

Président : M. Gaston THORN
(Luxembourg).

En l'absence du Président, M. Mandungu Bula Nyati (Zaire), vice-président, prend la présidence.

POINTS 114 ET 70 DE L'ORDRE DU JOUR

Respect des droits de l'homme en période de conflit armé : rapport du Secrétaire général

Droits de l'homme en période de conflit armé : protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION
(A/10463)

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR

Application par les Etats des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et mesures visant à accroître le nombre des parties à ladite Convention

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION
(A/10464)

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures visant à prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étude des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux : rapport du Comité spécial du terrorisme international

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION
(A/10465)

POINT 117 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION
(A/10421)

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR

Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales :

- a) **Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes;**
- b) **Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales**

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION
(A/10466)

1. Le PRÉSIDENT : Nous allons d'abord examiner le rapport de la Sixième Commission sur les points 114 et 70 de l'ordre du jour [A/10463]. L'Assemblée va prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Commission au paragraphe 11 de son rapport. La Commission a adopté ce projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté [résolution 3500 (XXX)].

2. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant examiner le rapport de la Sixième Commission sur le point 115 de l'ordre du jour [A/10464]. L'Assemblée va prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 7 de son rapport. La Commission a adopté ce projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté [résolution 3501 (XXX)].

3. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au rapport de la Sixième Commission sur le point 116 de l'ordre du jour [A/10465]. L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur la recommandation figurant au paragraphe 6 du rapport. Puis-je considérer que l'Assemblée adopte cette recommandation ?

La recommandation est adoptée.

4. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote maintenant.

5. M. SABEL (Israël) [interprétation de l'anglais] : Pour les raisons que nous avons exposées aux séances de la Sixième Commission [1580^e et 1581^e séances] et lors de sessions antérieures, ma délégation ne s'est pas associée au consensus sur cette décision.

6. M. ROSSIDES (Chypre) [interprétation de l'anglais] : C'est un motif de préoccupation pour toute la communauté internationale que cette manifestation croissante d'actes de terrorisme et de violence, qu'ils soient le fait de groupes ou d'individus. Ces actes ébranlent les racines mêmes de la conception de l'ordre dans le domaine intérieur et, je tiens à le souligner, sont le reflet de l'anarchie et de la violence qui règnent sur le plan international. Ces deux situations sont étroitement liées et interdépendantes. Tant qu'il n'y aura pas de notion de l'ordre juridique dans le domaine international à l'époque nucléaire qui est la nôtre — et je

souligne que je parle de l'époque nucléaire car, les choses étaient différentes avant la découverte de l'atome —, le désordre international et l'anarchie, dont le terrorisme est l'expression, continueront inévitablement et augmenteront dans le domaine intérieur. La question du terrorisme ne peut être considérée isolément; elle fait partie intégrante de l'absence totale de sécurité internationale qui devrait être obtenue par les Nations Unies et dont l'anarchie internationale régnant actuellement est le résultat.

7. Le monde s'en tient à la notion que la force donne la sécurité, force obtenue par les armements et basée, donc, sur l'équilibre de la puissance et de la course aux armements, car la course aux armements est indissociable de l'équilibre de la puissance. Ce sont des notions dépassées qui règnent dans notre monde aujourd'hui, et quiconque s'élève contre elles et pour la sécurité internationale — bien que ces idées aient été approuvées par l'Assemblée générale dans certaines de ses résolutions — est considéré comme un idéaliste qui n'a aucun sens de la réalité. Voilà les conceptions qui doivent être déracinées de l'esprit des hommes et, en particulier, de ceux qui dirigent les nations.

8. La réalité n'est pas que l'équilibre de la force et la poursuite des armements par les grandes puissances et par les petits pays puissent assurer leur sécurité. La sécurité ne peut être garantie de cette façon à une époque où la guerre est impossible du fait de l'existence même des armes nucléaires. Il s'ensuit donc une situation d'anarchie qui ne peut être éliminée par la guerre.

9. En conséquence, lorsque nous débattons de ce problème international du terrorisme, nous devons non seulement considérer le terrorisme individuel, mais également les actes collectifs de terrorisme pratiqués — et je le dis avec le plus grand sérieux — systématiquement par des Etats en territoires occupés, à la suite de l'agression et de l'invasion. Dans ces territoires le terrorisme est pratiqué comme moyen d'arriver par la terreur à des visées illégales qui touchent la composition démographique existante du territoire occupé ou affectent d'autre manière la structure de sa population.

10. Tels sont les problèmes dont devrait s'occuper la communauté internationale qui ne doit pas se contenter d'assister à l'accroissement de ces crimes internationaux et de ce terrorisme avec l'apathie qu'elle a montrée dans des temps récents. J'exprime donc l'espoir que la croissance du terrorisme fera comprendre à la communauté internationale qu'elle doit prendre des mesures sur la question de la sécurité internationale et de la paix dans le monde.

11. M. BARODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Etant donné que je connais mon bon ami, M. Rossides, depuis un quart de siècle et que je sais que c'est un homme sage, je ne peux garder le silence, car je voudrais m'associer à tout ce qu'il a dit sur le terrorisme.

12. La rupture de l'ordre public dans le cadre intérieur de certains Etats Membres ainsi que la détérioration de la scène internationale sont telles que si les dirigeants du monde ne prennent pas des mesures radicales sur le plan intérieur et n'améliorent pas la qualité des relations internationales, le terrorisme détruira l'or-

dre social, non seulement des Etats, mais du monde entier.

13. Nous sommes saisis de cette question depuis trois ou quatre ans. Nombreux sont ceux d'entre nous qui s'en sont occupés à la Sixième Commission la première année où elle fut présentée. Elle me rappelle un autre point relatif à la liberté d'information qui fut étudiée très sérieusement par l'Assemblée générale en 1952; or ce point est toujours prioritaire et rien n'a été fait à son sujet.

14. A mon humble avis, la violence se répand et se propage partout comme une épidémie. Cela s'explique par la corruption que nous trouvons parmi de nombreux politiciens, de nombreux juristes et parmi de nombreux hommes d'affaires. La corruption est à l'ordre du jour presque partout dans le monde. Pourquoi devrions-nous nous attendre à ce que la société moderne soit meilleure que ce qu'elle est aujourd'hui ? La licence, la toxicomanie, la non-application de la loi, l'absence de volonté d'appliquer la loi, soit en raison de la mollesse de ceux qui prétendent défendre les droits civils d'une personne, soit en raison de la crainte qu'ont les gouvernements — et je ne parle pas d'un seul gouvernement — du peuple, ou peut-être, pour dire la vérité, parce qu'ils sont achetés.

15. Nous reflétons ici, aux Nations Unies, la communauté mondiale dans son ensemble. Il y a 40 ou 50 ans seulement, à l'époque de ma jeunesse, les gens avaient peur du choléra et de la peste, mais les savants ont trouvé le remède. L'épidémie maintenant dans le monde est faite de violences, d'enlèvements pour rançon, de vols, de hold-ups, d'agressions à main armée, quel que soit le nom que l'on donne à ces actes. Mais il existe un nouveau type de violence qui, si elle ne peut être excusée, devrait peut-être être expliquée : c'est lorsque l'on prive les gens du droit à l'autodétermination, lorsque les peuples sont opprimés, lorsque leur partie et leurs foyers sont usurpés et que ces peuples viennent ici, aux Nations Unies, nous exposer leurs doléances. Et que faisons-nous alors, ici et au Conseil de sécurité, si ce n'est adopter des résolutions, rendant un hommage purement verbal à tous les principes et objectifs de la Charte, sans rien faire d'autre ?

16. Voici le revers de la médaille : la violence du fait de la corruption de tous, et partout, et la violence du fait que de nombreux peuples se voient privés de leur droit à l'autodétermination. Cela doit être dit et répété du haut de cette tribune.

17. Mon illustre ami, M. Rossides, a dit combien les peuples étaient effrayés de s'engager dans une guerre nucléaire, et je dois ajouter ce que j'ai déclaré à la Troisième Commission : certaines puissances font la guerre par puissance interposée. Les budgets des services de renseignements sont tels que seule une petite fraction de ces budgets est utilisée pour recueillir des renseignements légitimes destinés à la défense. Le reste est dépensé pour monter des coups d'Etat, se livrer à la subversion sous toutes ses formes, en encourageant activement et clandestinement des complots. Pouvons-nous nous étonner de cette épidémie, non pas de choléra ou de peste, mais de violence qui ravage la société dans son ensemble, qui ravage la communauté internationale ? C'est parce que les moyens de communications se sont étendus et qu'aucun Etat Membre ne peut dire qu'il peut vivre isolément de tous les autres.

18. Si ma voix peut arriver jusqu'aux dirigeants, par l'intermédiaire de mes frères diplomates, peut-être alors ne suivront-ils plus la routine du passé, prêchant leurs politiques d'équilibre de puissance et de sphères d'influence, mais peut-être envisageront-ils les choses d'une façon différente, se fondant sur l'humanité et se fondant sur le fait que nous, êtres humains, sommes éphémères. Nous sommes en transit; aujourd'hui nous sommes ici, demain nous serons dans un autre monde. C'est le message que je voulais adresser sur ce point, pour qu'il ne soit pas automatiquement renvoyé à la prochaine session; car l'année suivante la même manipulation se produira et à la fin de la session on viendra dire que nous n'avons pas eu le temps d'examiner cette question et nous la renvoyons à la trente-deuxième session.

19. Quand le monde s'éveillera-t-il au fait que l'histoire d'Abel et de Caïn dans la Bible est le symbole même de ce qui se fait aujourd'hui? Un frère tue son frère par avidité. Caïn n'a pas su se dissimuler, ni à son Dieu ni à lui-même. Caïn a été poursuivi par sa conscience et frappé de remords. Cela est peut-être allégorique et symbolique, mais c'est ce qui se passe aujourd'hui.

20. Quand les dirigeants vont-ils s'éveiller et cesser de pratiquer une politique schizophrénique, rendant un hommage verbal à la paix et préparant subrepticement la guerre, la guerre avec ses armements de destruction massive, la guerre qui fera en sorte que les survivants souhaiteront être morts?

21. Si les Nations Unies ne font pas sur-le-champ quelque chose qui soit véritablement nouveau dans le domaine du désarmement, plutôt que d'adopter des résolutions qui parfois ne signifient rien, alors oublions l'existence de l'Organisation.

22. Mes derniers mots seront que personne ne peut usurper les droits d'un peuple. Personne ne peut se placer au-dessus des autres, car nous sommes tous frères et sœurs. Personne ne doit s'imaginer que, parce qu'il est plus riche que son voisin, il peut vivre dans le luxe alors que le pauvre vit quelquefois au bord de la misère et que certains souffrent de la faim.

23. Faisons bien savoir que nous ne pouvons plus avoir un Alexandre le Grand qui, lorsqu'il prit Bactria, en Inde, voulait que ses partisans s'inclinent devant lui. Il est mort de la fièvre à l'âge de 31 ans, sinon il aurait été comme celui qui lui a succédé, le célèbre général, Jules César, qui voulait que les Romains l'adorent. Il n'y a pas de dirigeants, quelque grands soient-ils, qui méritent d'être adorés.

24. Les dirigeants doivent prendre conscience que les jeunes se sont éveillés, qu'ils nous demanderont des comptes, non seulement à ma génération mais également à la génération intermédiaire à laquelle vous appartenez. Vous, la majorité des dirigeants du monde, ne pouvez plus vous contenter de jouer. C'est par inadvertance que vous faites cela. Je suis persuadé que vous avez des familles, des parentes; vous avez des compatriotes; vous n'êtes que quelques-uns parmi eux. Vous devriez être les serviteurs non pas de votre nation, mais de l'humanité. Alors seulement nous pourrions espérer agir d'une manière qui permettra à l'espèce humaine de survivre grâce à la concorde et à l'harmonie qui sont prescrites dans la Charte des Nations Unies.

25. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va examiner maintenant le rapport de la Sixième Commission sur le point 117 [A/10421]. Nous allons prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 6 de son rapport. Ce projet de résolution a été adopté sans objection par la Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite agir de même?

Le projet de résolution est adopté [résolution 3502 (XXX)].

26. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner le rapport de la Sixième Commission sur le point 118 [A/10466]. La recommandation de la Sixième Commission figure au paragraphe 5 de son rapport. Etant donné que la Commission a adopté la recommandation tendant à reporter, faute de temps, l'examen de ce point à la trente et unième session, sans la mettre aux voix, et que la présidence n'a été saisie d'aucune demande d'explication de vote avant ou après le vote, puis-je considérer que l'Assemblée générale adopte cette recommandation?

La recommandation est adoptée.

POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR

Problèmes alimentaires :

- a) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
- b) Rapport du Secrétaire général

RAPPORT DE LA DEUXIÈME COMMISSION (A/10394)

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement et coopération économique internationale: application des décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire (*fin**)

RAPPORT DE LA DEUXIÈME COMMISSION (DEUXIÈME PARTIE) [A/10344/ADD.1]

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (*suite***)

RAPPORT DE LA DEUXIÈME COMMISSION (A/10467)

POINT 65 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (*fin****)

RAPPORT DE LA DEUXIÈME COMMISSION (DEUXIÈME PARTIE) [A/10469/ADD.1]

27. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner les rapports de la Deuxième Commission. Les deux premiers rapports sur les points 60 et 123 de

* Reprise des débats de la 2405^e séance.

** Reprise des débats de la 2433^e séance.

*** Reprise des débats de la 2439^e séance.

l'ordre du jour ont été présentés par le Rapporteur à la 2439^e séance plénière, le 12 décembre 1975, et l'Assemblée générale a décidé de ne pas les discuter. Par conséquent, les interventions se limiteront aux explications de vote. Je rappelle aux délégations, entre autres, qu'à la Deuxième Commission les délégations ont précisé leurs positions en ce qui concerne les divers projets de résolution et de décision recommandés par la Commission à l'Assemblée sur les points 60 et 123, ces positions étant reflétées dans les comptes rendus analytiques pertinents de la Deuxième Commission.

28. Nous allons maintenant examiner le rapport de la Deuxième Commission sur le point 60 de l'ordre du jour [A/10394]. L'Assemblée va prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Commission au paragraphe 9 de son rapport, qui est intitulé "Création du Fonds international de développement agricole". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution figure dans le document A/10451. Etant donné que ce projet de résolution a été adopté par la Deuxième Commission sans avoir été mis aux voix, puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté [résolution 3503 (XXX)].

29. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner la recommandation de la Deuxième Commission figurant au paragraphe 10 de son rapport [A/10394]. Etant donné que cette recommandation n'a pas été mise aux voix à la Commission, puis-je considérer que l'Assemblée générale adopte cette recommandation ?

La recommandation est adoptée.

30. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner la deuxième partie du rapport de la Deuxième Commission sur le point 123 de l'ordre du jour [A/10344/Add.1]. Je vais donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote avant le vote sur un ou sur les quatre projets de résolution et les deux projets de décision recommandés par la Deuxième Commission au titre du point 123. Les représentants pourront aussi expliquer leur vote après que tous les projets de résolution et les projets de décision auront été mis aux voix.

31. M. LADOR (Israël) [interprétation de l'anglais] : Je voudrais me référer au projet de résolution II figurant dans le document A/10344/Add.1 et indiquer que ma délégation a exposé sa position sur cette question spécifique de l'intégration des femmes au processus de développement, au sein de la Troisième Commission [2181^e séance], lors du débat sur l'Année internationale de la femme. Ma délégation ne peut accepter le sixième alinéa du préambule où il est pris acte en bloc des principes de la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix¹.

32. Ma délégation ne participera pas à ce vote, car elle maintient sa vigoureuse opposition à certains éléments non pertinents dans le texte de la Déclaration de Mexico.

33. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur les quatre projets de résolution recommandés par la Deuxième Commission au

paragraphe 26 de son rapport [A/10344/Add.1]. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières du projet de recommandations est publié sous la cote A/10492. Nous allons maintenant mettre aux voix le projet de résolution I, intitulé "Fonds spécial en faveur des pays en développement sans littoral".

Par 103 voix contre zéro, avec 22 abstentions, le projet de résolution I est adopté [résolution 3504 (XXX)].

34. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner le projet de résolution II, intitulé "Intégration des femmes au processus de développement". Etant donné que la Deuxième Commission a adopté le projet de résolution II sans qu'il ait été mis aux voix, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution II est adopté [résolution 3505 (XXX)].

35. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner le projet de résolution III, intitulé "Application des décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire". Etant donné que la Deuxième Commission a adopté le projet de résolution III sans qu'il ait été mis aux voix, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution III est adopté [résolution 3506 (XXX)].

36. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au projet de résolution IV, intitulé "Arrangements institutionnels dans le domaine du transfert des techniques". La Deuxième Commission a adopté le projet de résolution IV sans procéder à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution IV est adopté [résolution 3507 (XXX)].

37. Le PRÉSIDENT : Nous en venons maintenant aux deux projets de décision recommandés par la Deuxième Commission au paragraphe 27 de son rapport [A/10344/Add.1]. En ce qui concerne le projet de décision I, je rappelle aux membres que ce projet de décision n'a pas été mis aux voix au sein de la Deuxième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée générale adopte le projet de décision I ?

Le projet de décision est adopté.

38. Le PRÉSIDENT : En ce qui concerne le projet de décision II, la Deuxième Commission a adopté ce projet de décision sans procéder à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite agir de même ?

Le projet de décision est adopté.

39. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay pour une explication de vote après le vote.

40. M. CHELLE (Uruguay) [interprétation de l'espagnol] : La délégation uruguayenne s'est jointe au consensus sur le projet de résolution II. Je tiens néanmoins à signaler que les observations et les réserves que ma délégation a formulées, à l'occasion de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, sur le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des

objectifs de l'Année internationale de la femme² et la Déclaration de Mexico¹ restent valables en l'occurrence.

41. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant examiner les rapports de la Deuxième Commission sur les points 12 et 65 de l'ordre du jour.

42. M. KARIM (Bangladesh) [Rapporteur de la Deuxième Commission] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale la deuxième partie du rapport de la Deuxième Commission sur le point 65 de l'ordre du jour [A/10469/Add.1] et le rapport de la Deuxième Commission sur le point 12 de l'ordre du jour [A/10467].

43. En ce qui concerne le point 65 de l'ordre du jour, au paragraphe 10 de son rapport [A/10469/Add.1], la Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption d'un projet de résolution intitulé "Examen et évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement", que la Commission a adopté par 94 voix contre zéro, avec 7 abstentions.

44. En ce qui concerne le point 12 de l'ordre du jour, au paragraphe 57 de son rapport [A/10467], la Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption de neuf projets de résolution. La Commission a adopté les projets de résolution II à VIII sans procéder à un vote. Le projet de résolution I a été adopté au sein de la Commission par 100 voix contre zéro, avec 13 abstentions. Le projet de résolution IX a été adopté au sein de la Commission par 91 voix contre 2, avec 21 abstentions.

45. Au paragraphe 58 de ce même rapport, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption de deux projets de décision, que la Commission a adoptés sans procéder à un vote.

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter les rapports de la Deuxième Commission.

46. Le PRÉSIDENT : Les délégations ont, au sein de la Deuxième Commission, précisé clairement leurs positions en ce qui concerne les divers projets de résolution et projets de décision recommandés par la Commission à l'Assemblée générale, au titre des points 12 et 65 de l'ordre du jour. Ces positions sont exposées dans les comptes rendus analytiques pertinents de la Deuxième Commission.

47. Nous allons examiner le rapport de la Deuxième Commission sur le point 12 de l'ordre du jour [A/10467]. Je vais d'abord donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote avant le vote sur l'un ou l'ensemble des neuf projets de résolution et des deux projets de décision recommandés par la Commission. Conformément à la pratique habituelle, les représentants auront également la possibilité d'expliquer leur vote après que tous les projets de résolution auront été mis aux voix.

M. Thorn (Luxembourg) prend la présidence.

48. M. RAJAONARIVELO (Madagascar) : J'ai déjà eu l'honneur, à la Deuxième Commission, de présenter, au titre du point 12 de l'ordre du jour, le projet de résolution VIII, intitulé "Conférence sur la coopération économique internationale", figurant dans le document A/10467. Je ne voudrais pas répéter ce que

j'avais dit à la Deuxième Commission, notamment en ce qui concerne le fait que les 19 pays du Groupe des 77 qui participeront à la Conférence sur la coopération économique internationale défendront les intérêts de tous les pays en développement. Par ailleurs, j'aimerais signaler une fois encore que le rapport auquel il est fait mention au paragraphe 2 du dispositif sera considéré et examiné, comme il se doit, par l'Assemblée générale, comme cela a toujours été fait pour tous les autres documents des Nations Unies.

49. M. LADOR (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Dans notre déclaration à la Deuxième Commission sur la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, nous avons indiqué clairement que nous considérons que la résolution 3336 (XXIX) de l'Assemblée générale et le projet de résolution IX figurant dans le document A/10467 étaient partiels et reflétaient la querelle politique intervenue entre les pays arabes et Israël. Nous rejetons toutes évaluations et estimations présentes ou futures en ce qui concerne les prétendus effets préjudiciables, comme on les a appelés dans la résolution, qui ont pour but de créer la confusion et d'exploiter des résultats truqués à des fins politiques. Ces manœuvres sont complètement hors de mise dans le contexte de la situation actuelle au Moyen-Orient et ne serviront pas la recherche de la paix au Moyen-Orient.

50. C'est pourquoi ma délégation les réfute et les rejette et ne participera pas à l'exercice futile entrepris à la présente session de l'Assemblée générale. Ma délégation tient à déclarer catégoriquement que tout examen de cette question par l'Assemblée générale est hors de sujet et dénué de valeur.

51. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant prendre une décision sur les neuf projets de résolution recommandés par la Deuxième Commission au paragraphe 57 de son rapport [A/10467]. Le projet de résolution I est intitulé "Examen des tendances à long terme du développement économique des régions du monde". J'attire l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'un vote séparé a été demandé sur le troisième alinéa du préambule, comme cela s'est produit à la Commission. S'il n'y a pas d'objection à cette procédure, je vais mettre aux voix le troisième alinéa du préambule. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chili, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande,

Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nicaragua, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, République centrafricaine, Finlande, Gabon, Islande, Libéria, Norvège, Paraguay, Suède, Uruguay.

Par 104 voix contre 14, avec 11 abstentions, le troisième alinéa du préambule est adopté.

52. Le PRÉSIDENT : Je mets maintenant aux voix le projet de résolution I dans son ensemble.

Par 112 voix contre zéro, avec 17 abstentions, le projet de résolution I dans son ensemble est adopté [résolution 3508 (XXX)].

53. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution II, intitulé "Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition des revenus, le progrès social et la division internationale du travail", a été adopté par la Deuxième Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je en déduire que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution II est adopté [résolution 3509 (XXX)].

54. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution III intitulé "Besoins immédiats résultant de situations économiques d'urgence" a été adopté par la Deuxième Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je en déduire que l'Assemblée désire faire de même ?

Le projet de résolution III est adopté [résolution 3510 (XXX)].

55. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution IV, est intitulé "Conférence des Nations Unies sur la désertification". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières du projet de résolution est publié sous la cote A/10471. Ce projet de résolution a été adopté par la Deuxième Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide de l'adopter ?

Le projet de résolution IV est adopté [résolution 3511 (XXX)].

56. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution V, intitulé "Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur", a été adopté par la Deuxième Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je en conclure que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution V est adopté [résolution 3512 (XXX)].

57. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution VI, intitulé "Conférence des Nations Unies sur l'eau", a été adopté par la Deuxième Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution VI est adopté [résolution 3513 (XXX)].

58. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au projet de résolution VII, intitulé "Mesures visant à empêcher les sociétés transnationales et autres, leurs intermédiaires et autres parties en cause de se livrer à des pratiques de corruption". La Deuxième Commission a adopté ce projet de résolution sans l'avoir mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution VII est adopté [résolution 3514 (XXX)].

59. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution VIII est intitulé "Conférence sur la coopération économique internationale". La Deuxième Commission a adopté ce projet de résolution sans l'avoir mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite prendre la même décision ?

Le projet de résolution VIII est adopté [résolution 3515 (XXX)].

60. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution IX est intitulé "Souveraineté permanente sur les ressources nationales dans les territoires arabes occupés". Un vote par appel nominal a été demandé.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Sri Lanka, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Sri Lanka, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Uni du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Somalie, Espagne.

Votent contre : Etats-Unis, Israël.

S'abstiennent : Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Canada, République centrafricaine, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, El Salvador, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Honduras, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Par 100 voix contre 2, avec 30 abstentions, le projet de résolution IX est adopté [résolution 3516 (XXX)].

61. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant aux deux projets de décision recommandés par la Deuxième Commission au paragraphe 58 de son rapport [A/10467]. Le projet de décision I est intitulé "Systématisation et évolution progressive des normes et principes du droit relatif au développement économique international". La Commission a adopté ce projet de décision sans l'avoir mis aux voix. J'en conclus que l'Assemblée générale souhaite faire de même.

Le projet de décision est adopté.

62. Le PRÉSIDENT : Nous en venons maintenant au projet de décision II. La Deuxième Commission a également adopté ce projet de décision sans l'avoir mis aux voix. J'en conclus que l'Assemblée générale souhaite faire de même.

Le projet de décision est adopté.

63. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote après le vote.

64. Mme de COLMANT (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Je vais parler du projet de résolution VII que nous venons d'adopter, qui figure dans le document A/10467. La vieille alternative en présence de laquelle se trouvent les pays en développement est de faciliter les investissements privés et de protéger en même temps la richesse nationale et l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles. Les pays qui ont besoin de capitaux ont toléré ces temps derniers les excès commis par certaines entreprises qui sont maintenant connues sous le nom de sociétés transnationales, car ils craignaient de voir fuir les investisseurs privés et honnêtes qui, sans aucun doute, contribuent à la croissance économique et au progrès social des pays qui ont besoin de capitaux étrangers.

65. C'est pourquoi il est tellement nécessaire de faire la distinction entre les sociétés transnationales et les simples investissements étrangers. Les premières étendent leurs tentacules puissantes pour emprisonner l'économie nationale du pays qui est leur victime, pour exercer un contrôle sur le destin de ces peuples et étouffer ainsi leurs espérances. Les seconds, qui se soumettent aux dispositions légales du pays qui les accueille, peuvent donner un élan au développement et servir de moyen de transfert des techniques.

66. La tâche de la communauté internationale est d'aider les pays faibles à chercher une formule qui leur permette de contrôler les capitaux placés chez eux sans éliminer les avantages qui peuvent découler d'une conjonction équilibrée et appropriée des efforts entre l'autorité nationale et l'investisseur étranger. Il faut comprendre que beaucoup de nos pays se trouvent, du point de vue de la puissance économique, dans une situation défavorable par rapport aux sociétés transnationales. On a dit et répété que la puissance économique de certaines de ces entreprises dépasse de beaucoup les budgets combinés de certains pays en développement.

67. Le Honduras, qui a ouvert les bras aux investisseurs étrangers, a souffert dans sa propre chair des excès des sociétés de cette nature, au point de s'être vu obligé récemment de restituer à l'Etat les concessions accordées précédemment au profit de la United Fruit Company et de la Standard Fruit Company, maintenant connues sous le nom de United Brands et de Standard Brands, respectivement.

68. Le principal produit d'exportation de mon pays, la banane, a été monopolisé par ces sociétés qui, avec le soutien de leur puissance économique, ont introduit dans la vie nationale des pratiques de subornation et de corruption que la population hondurienne condamne et rejette énergiquement. Je ne vais pas relater ici les incidents regrettables qui ont porté à la connaissance du public un cas honteux de corruption; cependant, je veux dire bien clairement que mon gouvernement et mon peuple ont décidé de dire "assez" à ces sociétés et de mettre fin à leurs opérations frauduleuses. A titre de réaction nationale et régionale contre de tels abus, cinq pays d'Amérique latine — la Colombie, le Panama, le Costa Rica, le Guatemala et le Honduras — ont décidé, le 17 septembre 1974, de constituer l'Union des pays exportateurs de bananes, dans le but d'améliorer leur position de négociation sur le marché international et d'éviter en même temps les manipulations des sociétés transnationales qui exercent une dictature sur les cours internationaux et d'assumer en commun la défense du produit et sa distribution. Cette Union a décidé de demander l'aide technique de l'Organisation des Nations Unies, aide qui, avec celle du Centre inter-américain de promotion des exportations, institution de l'Organisation des Etats américains, sera d'une valeur incalculable pour la bonne marche de ces opérations, à l'avantage de tous.

69. De leur côté, ces pays et d'autres, ont organisé une flotte marchande, la Société maritime multinationale des Caraïbes, qui doit être chargée du transport de la banane et d'autres produits vers les lieux de consommation. On respire maintenant plus librement dans nos pays depuis que l'Assemblée générale a donné son approbation à l'établissement d'un nouvel ordre économique international visant à protéger les finances et l'économie des petits pays.

70. Le marché mondial de la banane est dominé par trois grandes sociétés transnationales : la United Brands, qui, comme nous venons de le dire, est le nouveau nom donné à la United Fruit Company, de triste mémoire en Amérique latine, la Castle and Cooke Inc., dont la Standard Brands est une succursale, et la Empresa Del Monte. Ces trois entreprises ont des liens communs et sont, en réalité, les trois têtes du même monstre. En apparence, il y a une concurrence oligopolitique entre elles, mais elles présentent à elles trois 70 p. 100 en valeur du commerce mondial de la banane. Ces entreprises contrôlent virtuellement le transport, l'assurance, le processus de maturation et les ventes en gros et en détail de la banane. C'est pourquoi la délégation hondurienne s'est vivement félicitée — et elle l'a appuyé avec un grand enthousiasme — du projet de résolution révisé, adopté par consensus à la Deuxième Commission et qui porte pour titre : "Mesures visant à empêcher les sociétés transnationales et autres, leurs intermédiaires et autres parties en cause de se livrer à des pratiques de corruption", contenu dans le document A/10467. Cette résolution, en condamnant les pratiques de corruption, y compris la subornation, par les sociétés transnationales et autres, par leurs intermédiaires et autres parties en cause, n'est que l'écho de la clameur lancée par les foules de nos pays qui demandent que l'on mette fin à ces pratiques. Nos peuples réclament que soit établi un code de conduite international qui oblige les sociétés transnationales à observer certaines normes éthiques qu'elles ont

méprisées jusqu'à ce jour, au détriment des intérêts nationaux des pays en développement.

71. La délégation hondurienne a répété ici à l'Assemblée son vote de soutien de cette résolution.

72. M. ROSSIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation est connue pour avoir fermement appuyé les droits inaliénables de tous les peuples et territoires sous occupation étrangère ou domination coloniale à la souveraineté complète et permanente sur toutes leurs ressources et leurs richesses. Chypre a également constamment affirmé que tous les peuples se trouvant sous l'occupation étrangère ont le droit à la restitution et à une indemnisation totale pour l'exploitation et les dommages causés à leurs ressources et à leurs richesses, dont ils ont été privés par suite de l'agression et de l'invasion. C'est parce que nous adhérons à ces principes que, l'année dernière, nous avons voté en faveur de la résolution 3336 (XXIX), qui entérine ces principes, à la fois pour ce qui concerne les territoires arabes occupés et, comme indiqué en son paragraphe 4, tous les États et peuples soumis à l'occupation militaire étrangère.

73. La communauté internationale devrait prendre des mesures efficaces contre les puissances occupantes qui, à la suite d'agression ou d'invasion, continuent à exploiter illégalement les ressources des territoires arabes occupés ou autres territoires, notamment lorsqu'une telle occupation sert également à des fins illégitimes affectant, la composition démographique, ou autre de la population. Dans ce cas et à la suite de tels actes d'agression, nous pensons qu'il est du devoir des pays importateurs de ne traiter aucune affaire relative à des produits de ce genre exportés illégalement.

74. M. SHROFF (Nouvelle-Zélande) [*interprétation de l'anglais*] : En appuyant le projet de résolution I contenu dans le document A/10467 sur l'examen des tendances à long terme du développement économique des régions du monde, la Nouvelle-Zélande tient à exposer une fois de plus, pour le procès-verbal, son point de vue selon lequel la définition du terme "discrimination raciale", tel qu'il figure dans le troisième alinéa du préambule, est celle contenue à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [*résolution 2106 A (XX), annexe*].

75. Le PRÉSIDENT : Nous arrivons maintenant au point 65 de l'ordre du jour. La deuxième partie du rapport de la Deuxième Commission sur ce point est contenue dans le document A/10469/Add.1. Nous allons maintenant voter sur le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission au paragraphe 10 de son rapport.

Par 123 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution est adopté [résolution 3517 (XXX)].

76. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote après le vote.

77. M. BREITENSTEIN (Finlande) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation finlandaise tient à exprimer sa satisfaction de voir cette résolution si importante adoptée sans vote négatif. Ma délégation voit en cela une confirmation nouvelle de l'importance de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le dévelop-

pement, dont la teneur reste valide malgré les changements qui se sont produits dans la situation économique et sociale du monde depuis son adoption. Nous nous félicitons notamment de l'unanimité qui s'est faite sur l'évaluation du développement social et humain et sur les mesures à prendre dans ces domaines. Bien que la partie du projet de résolution intitulée "Tâches restantes" ne mentionnait pas directement le développement humain et social, ma délégation croit comprendre néanmoins qu'à l'avenir, lorsqu'on réexaminera la Stratégie, ces tâches restantes particulières qui restent bénéficieront de l'examen approfondi qu'elles méritent de toute évidence.

78. Certains aspects de la résolution présentent des problèmes pour mon gouvernement. Je veux parler de l'absence de mention des principes du droit international relatif à la souveraineté sur les ressources naturelles et de l'appel en vue de souscrire au code de conduite pour les conférences maritimes.

79. En ce qui concerne l'interprétation du concept de discrimination raciale, ma délégation a déjà, devant cette assemblée, à propos d'autres questions, exprimé clairement sa position. Toutefois, l'importance de cette résolution dans son ensemble, sa signification en tant qu'affirmation de notre objectif commun en matière de développement économique et social et de l'esprit de conciliation et de compréhension dont tous les membres de l'Assemblée ont fait preuve dans la formulation et l'adoption de cet examen et de cette évaluation à mi-parcours ont permis à ma délégation d'appuyer pleinement et entièrement cette résolution.

80. M. RAJAONARIVELO (Madagascar) : Ma délégation, en sa qualité de Président du Groupe des 77, a eu, le 7 novembre 1975 — comme cela figure dans le document A/10469/Add.1 — l'honneur de présenter le document A/C.2/L.1444. Ce faisant, le Groupe des 77, par l'intermédiaire de ma délégation, voulait offrir une fois encore aux pays développés une occasion de prouver l'esprit de collaboration dont nous avons su apprécier la valeur, notamment pendant la septième session extraordinaire. D'ailleurs, ces mêmes pays développés ne cessent, durant les consultations, de répéter la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale pour ne s'en tenir qu'aux dispositions qui y sont incluses.

81. Le document A/C.2/L.1444 avait donc été interprété par le Groupe des 77 comme un texte de négociations. Cela a été vu de la même façon d'ailleurs par un certain nombre de pays développés qui venaient de bonne foi participer aux consultations, à l'exception de quelques brebis galeuses qui, tout en faisant semblant d'accepter les termes du texte final, voulaient à tout prix faire obstruction à une décision pendant cette trentième session concernant l'examen et l'évaluation à mi-parcours des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

82. Le Groupe des 77 a su, cette année, par l'adoption même du projet de résolution à la Deuxième Commission et à l'Assemblée générale, par une majorité écrasante, prouver encore une fois sa solidarité agissante et, par la même occasion, braver les actes malveillants de ses partenaires. Si nous nous étions laissés faire et si nous avions été entraînés à reporter la décision à

l'année prochaine, nous sommes convaincus que la même situation se serait encore produite.

83. Nous regrettons que ce texte n'ait pas su faire l'objet d'un consensus. Tout laissait pourtant prévoir que cela se produirait. Le Groupe des 77 ne pouvait deviner l'attitude inattendue, de dernière minute, d'une superpuissance qui, en fin de compte, bouleversait tous nos espoirs et amenait l'Assemblée générale à voter, malgré l'ambiance fraternelle qui animait les consultations officielles.

84. Personne ne pourra taxer le Groupe des 77 de vouloir travailler dans la confrontation quand un texte de compromis a été adopté. On ne pourra dire, par ailleurs, que le Groupe des 77 a été égoïste, puisque ce que nous avons accepté aujourd'hui n'est pas en mesure de le satisfaire complètement. Les pays développés eux-mêmes reconnaîtront d'ailleurs dans ce document beaucoup de leurs propositions, de leurs suggestions, voire de leurs formulations. Comment comprendre alors qu'au dernier moment une superpuissance développée vienne nous dire qu'elle ne pourra accepter le texte en raison de son déséquilibre ? Comment interpréter un tel argument de la part d'un pays qui sans répit a participé jusqu'à la fin des négociations, si ce n'est qu'il veut faire obstruction à toute tentative de dialogue ? En outre, comment ne pas être surpris de voir certains pays développés adopter automatiquement la même attitude que leur chef de file au moment du vote ? A l'égard de ceux-là, le Groupe des 77 saura quelle attitude prendre à l'avenir et sera désormais perplexe pour entamer des négociations avec eux tant que leur chef de file n'aura pas été consulté au préalable.

85. Quant au texte que nous venons d'adopter, chaque Etat est évidemment fondé à l'interpréter conformément aux normes du droit international; mais qu'il soit entendu désormais que, s'agissant des principes qui y sont inclus, le Groupe des 77 n'a pas fait l'objet de négociations et n'adoptera pas une attitude qui pourrait être considérée dans l'avenir comme celle d'un groupe désireux de négocier une position de principe.

86. Je rappellerai, en conclusion, que j'insiste sur ce que j'ai dit à la Deuxième Commission, le 7 novembre à la 1694^e séance et le 11 décembre à la 1713^e séance, sur le même sujet et qui demeure valable.

87. M. BA-ISSA (République démocratique du Yémen) [*interprétation de l'arabe*] : Nous avons déjà expliqué notre vote à la Deuxième Commission sur le projet de résolution. J'ai l'honneur d'intervenir maintenant au nom du Groupe des Etats arabes pour réaffirmer notre position, et je souhaite exprimer notre satisfaction à l'égard de la résolution qui vient d'être adoptée dans un esprit de solidarité et de coopération. Nous avons une foi absolue dans les principes figurant dans la résolution et nous sommes convaincus qu'ils susciteront le développement économique des pays en développement et élèveront le niveau de vie de leurs peuples.

88. Cette résolution nous satisfait, en particulier le paragraphe 75. Nous ne voyons pas de lien entre ce paragraphe et les résolutions 3176 (XXVIII) et 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, auxquelles il est fait allusion dans le préambule de la résolution, en particulier aux premier et troisième alinéas du préambule.

89. Nous voudrions ici dissiper tous les doutes possibles en disant que nous comprenons l'*apartheid* et la discrimination raciale, tels qu'ils apparaissent au paragraphe 75, comme ressortissant à la définition donnée par l'Assemblée générale, en particulier dans la résolution 3379 (XXX). Je me réfère ici à une définition plus large du concept de discrimination raciale.

90. Le PRÉSIDENT : Je voudrais, à ce stade, informer l'Assemblée générale que le Secrétaire général a dû se rendre à Paris pour participer à la Conférence sur la coopération économique internationale. La résolution que l'Assemblée générale vient d'adopter [*résolution 3506 (XXX)*] prie, en effet, le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée un rapport sur sa participation à cette conférence.

91. Le Secrétaire général m'a prié de vous faire part de tous ses regrets de ne pouvoir être parmi nous au cours des dernières séances de la trentième session. En votre nom à tous, je l'ai d'ores et déjà assuré de notre entière compréhension.

92. Le Secrétaire général m'a, en outre, demandé de vous exprimer toute sa gratitude pour la coopération qu'il a trouvée auprès de vous tout au long de la trentième session et de vous transmettre ses vœux les plus chaleureux pour une heureuse conclusion des travaux de cette session de l'Assemblée générale, ce que je suis heureux de faire.

POINTS 75 ET 76 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale de la femme, y compris les propositions et recommandations de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme

Statut et rôle de la femme dans la société, compte tenu en particulier de la nécessité d'assurer l'égalité de droits pour les femmes et de la contribution des femmes à la réalisation des buts de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, à la lutte contre le colonialisme, le racisme et la discrimination raciale et au renforcement de la paix internationale et de la coopération entre les Etats

RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION (A/10474)

POINT 68 DE L'ORDRE DU JOUR

Élimination de toutes les formes de discrimination raciale (*fin) :**

b) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION (A/10320/ADD.1)

POINT 71 DE L'ORDRE DU JOUR

**Situation sociale dans le monde :
rapport du Secrétaire général**

RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION (A/10472)

* Reprise des débats de la 2400^e séance.

POINT 72 DE L'ORDRE DU JOUR

**Politiques et programmes relatifs à la jeunesse :
rapports du Secrétaire général**

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION
(A/10473)**

POINT 79 DE L'ORDRE DU JOUR

Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION
(A/10475)**

POINT 81 DE L'ORDRE DU JOUR

Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION
(A/10476)**

POINT 83 DE L'ORDRE DU JOUR

Liberté de l'information :

- a) **Projet de déclaration sur la liberté de l'information;**
- b) **Projet de convention sur la liberté de l'information**

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION
(A/10477)**

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION
(A/10478)**

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies pour une convention internationale sur la législation en matière d'adoption

**RAPPORT DE LA TROISIÈME COMMISSION
(A/10479)**

93. Mme SEKELA KANINDA (Zaïre) [Rapporteur de la Troisième Commission] : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les rapports de la Troisième Commission sur les points 75 et 76 d'abord, et sur les points 68 b, 71, 72, 79, 81, 83, 84 et 85 ensuite.

94. Le rapport de la Troisième Commission sur les points 75 et 76 de l'ordre du jour figure au document A/10474.

95. Bien que ces deux points, dont l'importance n'échappe pas à l'Assemblée, n'ont pu être examinés en priorité, la Troisième Commission a manifesté un grand intérêt à leur égard. En effet, 92 orateurs ont pris part au débat sur ces deux questions et les opinions exprimées laissent penser qu'une réelle prise de cons-

science de la condition et du rôle de la femme s'effectue dans plusieurs Etats Membres de l'Organisation, et aussi laissent entrevoir une volonté ferme de la part de ces gouvernements d'opérer des changements afin d'intégrer la femme dans le processus du développement. Il va sans dire que cette démarche nécessite un effort soutenu et continu, et que par conséquent une année s'avère insuffisante pour atteindre ces objectifs. C'est pourquoi, bien que l'Année internationale de la femme s'achève, l'Assemblée générale va proclamer une Décennie des Nations Unies pour la femme pour la période allant de 1976 à 1985. Le thème de cette décennie sera le même que celui de l'Année internationale de la femme, c'est-à-dire : égalité, développement et paix. Au cours de cette décennie, l'action des gouvernements sera axée sur l'application du Plan d'action mondial adopté par la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, et des résolutions connexes, sur le plan tant national que régional et international.

96. Dans le cadre de l'examen de ces deux points, la Troisième Commission, aux paragraphes 30 et 31 de son rapport, recommande à l'Assemblée générale l'adoption de sept projets de résolution et d'un projet de décision.

97. Le projet de résolution I exprime les remerciements au Gouvernement et au peuple mexicains pour avoir accueilli la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, et j'ai le plaisir d'annoncer que ce projet de résolution a été adopté par acclamation à la Troisième Commission.

98. Le projet de résolution II est intitulé "Participation des femmes au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à la lutte contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'agression et l'occupation étrangères et toutes les formes de domination étrangère". Il demande instamment à tous les gouvernements de prendre des mesures efficaces en vue d'assurer le désarmement général et complet et de convoquer la Conférence mondiale du désarmement le plus tôt possible. Il exprime sa solidarité et son appui aux femmes qui contribuent à la lutte des peuples pour leur libération nationale, et il invite le Secrétaire général à présenter à l'Assemblée générale un rapport détaillé sur l'application de la présente résolution lors de sa trente-deuxième session.

99. Dans le projet de résolution III dénommé en anglais "*umbrella resolution*" —, l'Assemblée générale décide, outre la proclamation de la Décennie des Nations Unies de la femme, d'entériner le rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico du 9 juin au 2 juillet 1975, y compris la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix¹, le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme², les plans d'action régionaux et les résolutions et autres recommandations adoptées par la Conférence. L'Assemblée décide aussi du principe de la création, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la résolution 26 de la Conférence, d'un Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, qui serait financé par des contributions volontaires et collaborerait avec les instituts de recherche économique et sociale appropriés aux niveaux national, régional et

international, et d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la trente et unième session une question intitulée "Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix". Ce projet de résolution a été adopté par la Troisième Commission par 97 voix, contre 2, avec 22 abstentions à la suite d'un vote par appel nominal.

100. Le projet de résolution IV est intitulé "Egalité entre les hommes et les femmes et élimination de la discrimination à l'égard des femmes". Il demande à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier les conventions internationales et autres instruments relatifs à la protection des droits de la femme et à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'appliquer efficacement les dispositions de ces conventions et autres instruments, y compris les déclarations de l'Organisation des Nations Unies et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

101. Le projet de résolution V est intitulé "Amélioration de la condition économique des femmes afin qu'elles participent efficacement et rapidement au développement de leur pays". Il a été adopté à l'unanimité.

102. Le projet de résolution VI est intitulé "Les femmes dans les régions rurales". Dans ce texte, il est demandé à tous les gouvernements d'accorder, dans le cadre de leurs plans respectifs, une plus haute priorité au rassemblement de données pertinentes sur la condition et le rôle des femmes dans les régions rurales et les régions de faibles revenus, à l'établissement de conditions socio-économiques fondées sur la pleine participation, en tant que partenaires égaux, des hommes et des femmes au développement de la société, tant en droit qu'en fait, à l'encouragement de la productivité agricole, des industries fondées sur l'agriculture et des programmes intégrés de développement rural; et il est demandé aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux commissions régionales et aux organismes financiers internationaux d'accorder une attention particulière aux programmes et aux projets gouvernementaux visant à la pleine intégration des femmes des régions rurales au développement.

103. Le projet de résolution VII est intitulé "Mesures visant à intégrer les femmes au développement". Il a été adopté à l'unanimité.

104. Enfin, la dernière recommandation de la Troisième Commission sur les points 75 et 76 de l'ordre du jour est un projet de décision qui figure au paragraphe 31 du rapport et qui a été adopté à l'unanimité. Aux termes de ce projet de décision, l'Assemblée générale décide que les activités du Fonds de contributions volontaires pour l'Année internationale de la femme doivent être prolongées pour la durée de la Décennie.

105. En ce qui concerne les points 72, 68 b, 83, 71, 81, 79, 84 et 85 de l'ordre du jour, la Troisième Commission, n'ayant pu les examiner, a décidé de recommander à l'Assemblée générale qu'ils soient inscrits à l'ordre du jour provisoire de la trente et unième session. Bien que j'aie été amenée à présenter des rapports distincts dans les documents A/10320/Add.1 pour l'alinéa b) du point 68, A/10472 pour le point 71, A/10473 pour le point 72, A/10475 pour le point 79, A/10476 pour le point 81, A/10477 pour le point 83,

A/10478 pour le point 84 et A/10479 pour le point 85, et ce pour des raisons techniques, étant donné que pour certaines de ces questions des projets de résolution et de décision avaient été portés à la connaissance de la Commission, l'Assemblée générale est appelée à se prononcer sur le seul projet de décision contenu au paragraphe 4 d'une note du Rapporteur de la Troisième Commission [A/10497], projet qui a été adopté par la Commission à l'unanimité à sa 2181^e séance. Le projet de décision se lit comme suit :

"L'Assemblée générale n'ayant pas su, faute de temps, examiner les questions faisant l'objet des points 68 b, 71, 72, 79, 81, 83, 84 et 85 de son ordre du jour, décide d'inscrire ces questions à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session et de les étudier en leur accordant le rang de priorité voulu."

106. Monsieur le Président, étant donné que c'est la dernière fois que j'ai le privilège de prendre la parole devant cette assemblée en ma qualité de Rapporteur de la Troisième Commission, vous me permettrez d'exprimer ma profonde gratitude à M. Lütem, secrétaire de la Commission, à Mme Downing ainsi qu'à tous les membres du Secrétariat qui, directement ou indirectement, m'ont apporté leur précieux concours dans l'accomplissement de ma tâche. Mes remerciements s'adressent également à toutes les délégations pour leur coopération et la compréhension dont ils ont fait preuve à mon égard.

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Troisième Commission.

107. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au rapport de la Troisième Commission sur les points 75 et 76 de l'ordre du jour [A/10474]. Je vais donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote avant le vote sur l'un quelconque des projets de résolution et le projet de décision recommandés par la Troisième Commission au titre de ces points de l'ordre du jour.

108. M. HERZOG (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Peu de résolutions ont créé autant de discorde au sein de l'Organisation et ont à ce point transformé l'Assemblée générale en un objet de dérision, en une organisation ne méritant pas d'être prise au sérieux et en une tribune qui a été qualifiée de "Théâtre de l'absurde", que la résolution sur le sionisme.

109. Voilà ce que nos collègues arabes extrémistes ont accompli au sein de l'Organisation. Ce dommage ne pourra jamais être réparé. Tout comme dans une tragédie grecque, l'Organisation, contre sa volonté, est inexorablement entraînée au plus profond de la discorde humaine, de la haine intransigeante et de la vitupération sans frein.

110. Les buts initiaux de l'Année internationale de la femme ont le plein appui du Gouvernement et du peuple d'Israël. Je n'ai point besoin de dire que les femmes assument les plus hautes fonctions gouvernementales en Israël. Mon gouvernement poursuivra sa politique de promotion et de maintien des droits de la femme, en se fondant sur les principes du respect mutuel et de la dignité de l'homme. Mais même les principes les plus élevés peuvent être salis par des allusions sinistres. C'est ce qui s'est passé à propos du projet de résolution II et de la résolution concernant la Décennie de la

lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La haine et le fanatisme aveugles d'un petit groupe d'Etats, sous la direction d'une organisation terroriste, ont réussi à manipuler la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet de cette année et le projet de résolution qui y a été élaboré, pour en faire une manœuvre réactionnaire et antisémite contre le mouvement national juif. Cet acte est un scandale international d'une immense proportion et il constitue une violation dangereuse de la Charte des Nations Unies.

111. Ma délégation, par conséquent, votera contre les projets de résolution II, III et IV, parce qu'ils peuvent, de par certains de leurs paragraphes, être interprétés comme une approbation totale et sans discrimination de tout ce qui a été voté à Mexico, y compris les parties les plus odieuses. Ma délégation considère le vote sur ces paragraphes et sur ces projets de résolution comme un vote de principe destiné à préserver l'honneur et la cohésion de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

112. A notre avis, les délégations qui refusent d'appuyer ces paragraphes et ces projets de résolution désavouent ainsi ce stratagème répugnant par lequel on exploite l'appui universel dont bénéficient les droits de la femme en insérant dans le texte de résolutions des références dangereuses, diaboliques et sinistres à la grande et noble renaissance du peuple juif. Il y a trois jours à peine, le lauréat du Prix Nobel de la paix pour 1975, Andreï D. Sakharov, dans le discours de réception qui a été lu en son nom à Oslo, parlant du débat sur le sionisme à l'Assemblée générale a déclaré : "Toute personne impartiale sait que le sionisme est l'idéologie de la renaissance nationale du peuple juif après 2000 ans de séparation et que cette idéologie n'est dirigée contre aucun autre peuple."

113. Je tiens à exprimer la profonde reconnaissance de ma délégation à tous les Etats, grands et petits, qui, sur cette question, ont refusé le diktat des messagers de la haine et de la discrimination, et nous demandons à toutes les délégations éprises de justice de continuer à résister à ces pressions et de voter contre les projets de résolution susmentionnés.

114. M. FUENTES IBÁÑEZ (Bolivie) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation bolivienne estime que la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme est un jalon important dans la tâche immense tendant au plein accès de la femme aux droits et devoirs inhérents à sa condition, sur un pied d'égalité avec l'homme dans le monde actuel. Nous envisageons cette parité dans le contexte de la Déclaration de Mexico de 1975 sur l'égalité des femmes et leur contribution au développement et à la paix selon laquelle : "L'égalité entre les femmes et les hommes signifie l'égalité dans leur dignité et leur valeur d'êtres humains ainsi que l'égalité de leurs droits, de leurs possibilités et de leurs responsabilités".

115. La Déclaration de Mexico et les résolutions annexes se réfèrent à très juste titre aux droits sociaux de la femme, à son égalité devant la loi, à son droit à l'instruction, à la défense de sa dignité humaine et de son droit de décision en matière de consentement matrimonial et en matière de maternité. De même, sont parfaitement satisfaisantes les résolutions qui se réfèrent à l'égalité juridique des époux, à l'égalité juridique de la femme rurale, doctrines en lesquelles la Bolivie a

une large expérience, ce qui nous a permis de voter sans réserves sur les chapitres pertinents, ainsi que nos représentants l'ont fait à la Conférence de Mexico.

116. Formuler une déclaration aussi vaste que celle de Mexico était en soi une tâche aussi complexe qu'étendue. Nous aurions préféré que dans cette première rencontre des femmes du monde entier réunies pour analyser et examiner les problèmes qui se posent à l'humanité, les décisions prises ne s'écartent pas des principes permanents, c'est-à-dire qu'elles ne se perdent pas dans des détails parfois arbitraires, ou pour le moins discutables, qui ne pouvaient qu'obscurcir les intentions réelles.

117. Dans ce domaine, la Conférence de Mexico s'est laissé tenter par les faunes et les satyres de la politique. Cela a contrarié la spontanéité naturelle et la générosité qui caractérisent la femme sous toutes les latitudes. Les délégations participantes n'auraient pas dû prendre parti si ce n'est pour soutenir ce qui était juste et équitable en tant que principe et en tant que normes, mais sans entrer dans cette première étape consistant à adopter des décisions d'ordre politique de détail, cas par cas, situation par situation, puisque personne ne pouvait prétendre disposer alors des éléments de jugement suffisants, les sources existantes n'étant pas impartiales et objectives comme l'exigerait un tel sujet quand il concerne la femme en tant qu'inspiration et guide de son action au service de la communauté.

118. Par exemple, si la Conférence s'est prononcée, à juste raison certes, contre le colonialisme et la discrimination raciale et en faveur des luttes que mènent les peuples opprimés, il n'y a été fait aucune allusion au terrorisme, comme si les souffrances causées à des milliers de victimes innocentes n'ayant aucun rapport avec les luttes politiques ni avec les causes du mal que l'on prétend ainsi combattre, ne méritaient pas la compassion des femmes; comme si tant de mères n'avaient pas été blessées dans leurs sentiments les plus nobles par la main irresponsable et criminelle qui lance une bombe, incendie un avion, attaque une ambassade ou mitraille sans se préoccuper de l'identité de ses victimes qui sont des êtres humains — hommes, femmes et enfants — victimes de la haine fratricide et qui pouvaient, eux aussi, avoir une mère, une épouse, une fille ou une sœur. A tout cela, la Conférence semble ne pas avoir songé.

119. Nous ne sommes pas d'accord non plus en ce qui concerne l'inclusion du sionisme en tant que pratique équivalant au racisme, au colonialisme et à l'*apartheid*. Cela constitue une grave injustice qui peut être la conséquence d'un oubli ou d'une méconnaissance de l'histoire. Les Juifs considèrent le sionisme comme leur mouvement de libération. Il est logique que ceux qui contestent la légitimité des mouvements de libération pour les peuples opprimés de l'Afrique, de l'Asie et d'autres parties du monde la refusent aussi au peuple juif. Mais il ne faut pas oublier que le sionisme n'est pas un vague concept ou une simple consigne politique s'appliquant au gré des circonstances, car il s'agit d'un idéal religieux, celui du retour à Sion, la terre promise, cette terre d'où le peuple juif a été expulsé il y a des siècles. Il ne faut pas oublier non plus que cette expulsion a engendré une large diaspora sacrifiée, qui a culminé avec l'holocauste de la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle sont morts 6 millions de Juifs, de

la manière la plus cruelle et la plus inhumaine qu'ait connue l'histoire.

120. Les dames très distinguées qui ont rédigé la Déclaration de Mexico, qui à son tour a engendré la résolution dont nous sommes saisis, n'ont pas tenu compte de tous ces faits. En les méconnaissant, elles ont oublié aussi le fait que cette hécatombe monstrueuse qu'a été la seconde guerre mondiale a mené à la création d'un instrument aussi sage et plein d'humanité qu'est la Charte des Nations Unies, de même que cette calamité sans précédent qu'a été le massacre du peuple juif a mené à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à tout ce courant humanitaire qui en découle et qui constitue les fondements de la structure juridique existant aujourd'hui pour la défense de la dignité humaine, considérant l'être humain comme l'élément de base de l'histoire et du droit, notion antérieure à la création même de l'Etat. Or c'est là une vérité que personne ne pourrait réfuter en toute justice. Il s'agit d'un fait historique connu de tous ceux qui ont assisté à ce processus ainsi que de tous ceux qui ensuite l'ont étudié.

121. Ainsi, en présence de cette mention insidieusement insérée dans le contexte de la Déclaration de Mexico, ma délégation se pose la question suivante. La femme, admirable par tant de côtés, va-t-elle se transformer en une nouvelle sorte de sorcière pour se lancer dans la persécution des Juifs, ainsi que cela se passait avant la Seconde guerre mondiale ? Serait-il possible de faire une nouvelle fois des victimes de ceux qui, par leurs sacrifices, ont permis à l'histoire de l'humanité d'accomplir un grand pas en avant, puisque c'est leur tragédie qui, en somme, a bouleversé le monde et a été à l'origine de toute la structure du droit humanitaire contemporain que nous risquons maintenant de compromettre en laissant prévaloir des préjugés politiques contraires à la vérité et à la justice ? La justice est toujours représentée par l'effigie d'une femme portant un bandeau sur les yeux, ce qui signifie que ses décrets doivent émaner de sa propre conscience, sans se laisser influencer par les circonstances extérieures et par des facteurs étrangers. Dans ce contexte, la lumière qui illumine la justice est une lumière intérieure qui va au fond même de l'être et de ses passions, au-delà de tout intérêt personnel et, par conséquent, éphémère. Cela signifie que la justice seule doit faire prévaloir les principes permanents devant être universellement appliqués, principes qui sont valides partout où subsiste une conscience lucide qui a su se tenir à l'abri des passions.

122. Mais à Mexico, comme en tant d'autres forums internationaux, l'équité a capitulé. La femme a cédé une fois de plus ses qualités prioritaires d'inspiratrice et de défenseur de la paix ainsi que de rempart contre l'injustice en acceptant que, lors de la première conférence qui lui a été consacrée au niveau mondial, aient pu filtrer, à côté des préoccupations d'intérêt légitime pour tout ce qu'il y a de noble à accomplir en matière de progrès de l'humanité vers un avenir meilleur, les rancœurs et les préjugés qui obscurcissent l'esprit des hommes et qui convertissent leurs actions, non pas en instruments de compréhension et de coopération dans la recherche de solutions fondées sur la justice, mais en une confrontation où les décisions reposent sur bien d'autres considérations que l'intérêt du bien commun et sont prises au nom de la partialité basée sur toutes

sortes d'arguments dialectiques ne visant qu'à promouvoir des intérêts égoïstes.

123. Ma délégation aurait été très heureuse si la première conférence mondiale de la femme et les résolutions qu'elle a engendrées avaient reflété tout ce qu'il y a d'original et de généreux dans la femme, sans porter préjudice à ses légitimes aspirations à une situation nouvelle dans le monde, à tout ce qui constitue les vertus féminines classiques dont j'ai parlé tout à l'heure. Ainsi, la conférence n'aurait pas été contaminée fort heureusement à certains égards seulement pour se faire en quelque sorte l'écho et le reflet de ce qu'accomplissent les hommes pour convertir les notions de l'amour, de la paix et de la justice en des paroles qui ne sont prononcées qu'à l'appui d'intérêts partiels et éphémères.

124. Pour toutes ces raisons, ma délégation a tenu à exposer ici sa préoccupation de voir que, dans un document d'une telle importance, on ait oublié toute mention condamnant le terrorisme international qui cause tant de victimes innocentes, comme s'il n'existait pas ou, pis encore, comme s'il s'agissait d'une calamité laissant indifférente la sensibilité féminine. Nous voudrions également exprimer nos réserves en ce qui concerne l'inclusion de la mention de sionisme en tant que doctrine condamnable sur le même pied que le colonialisme et l'*apartheid*. En ce qui concerne la condamnation du Chili qui, nous l'avons déjà dit à la Troisième Commission, représente un acte d'ingérence dans la politique interne de ce pays, nous faisons les mêmes réserves.

125. Mlle DUBRA (Uruguay) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation uruguayenne voudrait très brièvement expliquer son vote sur les projets de résolution contenus dans le document A/10474 relatif aux points 75 et 76 de l'ordre du jour. Ma délégation s'abstiendra lors du vote sur les projets de résolution II et IV qui, à notre avis, introduisent des éléments politiques étrangers aux objectifs recherchés et qui ne sont pas de nature à mener aux buts que poursuivent les femmes dans le monde.

126. En ce qui concerne le projet de résolution III, nous voterons en sa faveur, car nous appuyons le fond de ce texte qui contient beaucoup d'éléments positifs et de valeur. Cependant, nous devons faire les mêmes réserves que celles faites par mon gouvernement à Mexico. Il est impossible d'accepter certaines des propositions qui ont été adoptées par la Conférence, en particulier la référence faite au sionisme, et l'interprétation du sionisme dans le cadre de la Conférence et en cette assemblée. Cette interprétation est absolument inacceptable pour mon gouvernement et nous la rejetons donc. Nous appliquons également cette façon de voir aux paragraphes pertinents des autres projets de résolution. S'il y a un vote distinct sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution III, ma délégation s'abstiendra sur ces paragraphes pour les raisons que je viens d'énoncer.

127. En conclusion, ma délégation regrette qu'il n'ait pas été possible de traiter les points de l'ordre du jour mentionnés dans le document A/10497. Par suite d'une décision qui ne donne pas satisfaction à ma délégation, ces questions ont été renvoyées à la prochaine session de l'Assemblée générale sans qu'on leur ait accordé la moindre considération.

128. Mme GONZÁLEZ MARTÍNEZ (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : En votant sur les projets de résolution relatifs à l'Année internationale de la femme, la délégation mexicaine tient à exprimer sa satisfaction au sujet des conclusions auxquelles la Troisième Commission est arrivée en se fondant sur les recommandations de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme qui s'est tenue dans la capitale de mon pays, au mois de juin dernier. En effet, les projets de résolution sur lesquels nous allons voter maintenant ont mis en train un processus d'application d'une nouvelle stratégie mondiale pour obtenir une égalité véritable entre l'homme et la femme, contribuer au développement intégral de tous les peuples et promouvoir une participation plus effective de la femme aux efforts de la communauté pour renforcer la paix mondiale.

129. La Conférence de Mexico a marqué un changement important dans la façon d'aborder les problèmes de la femme, qui s'est reflété dans le Plan d'action mondial et dans d'autres résolutions qui ont été adoptées, et en particulier dans la Déclaration qui définit les principes de conduite qui sont à la base du Plan d'action mondial.

130. Les buts de l'Année internationale de la femme sont en étroite relation avec différents problèmes politiques, économiques et sociaux, comme le prouvent d'ailleurs certaines des dispositions de la Déclaration de Mexico, parmi lesquelles, premièrement, celles qui réaffirment l'égalité entre les hommes et les femmes sur le plan de la dignité et de la valeur en tant qu'êtres humains, ainsi que l'égalité de droits, de possibilités et de responsabilités; deuxièmement, celles qui soulignent que le développement complet et total de n'importe quel pays exige une participation maximale de la femme et de l'homme dans tous les domaines, car ce processus serait fortement gêné si l'on n'employait pas la réserve révolutionnaire que représente près de la moitié de la population mondiale; et troisièmement, les dispositions qui disent que la femme a un rôle vital à jouer dans la promotion de la paix dans tous les domaines de la vie : la famille, la communauté, la nation et le monde.

131. Si l'on tient compte de l'interdépendance des facteurs que je viens de mentionner, il est inévitable que la Déclaration comprenne des principes qui font encore l'objet de controverse de la part de certains Etats — peu, certes — et à titre d'exemple je citerai, au paragraphe 19, le principe qui a trait à "la souveraineté pleine et permanente de tout Etat sur ses ressources naturelles, ses richesses et toutes les activités économiques, et son droit inaliénable à la nationalisation, en tant qu'expression de cette souveraineté".

132. Cependant, il faut reconnaître que l'affirmation qui a le plus soulevé de controverses est celle qui figure au paragraphe 24, où il est dit que : "La coopération et la paix internationales exigent ... l'élimination du colonialisme et de néo-colonialisme, de l'occupation étrangère, du sionisme, de l'*apartheid* et de la discrimination raciale sous toutes ses formes".

133. Les vives discussions suscitées par ces paragraphes de la Déclaration s'expliquent facilement si l'on réfléchit au fait que le terme "sionisme" fait l'objet des interprétations les plus diverses. C'est justement pour cette raison — parce que le terme "sionisme" n'a pas été défini et du fait qu'il y a des opinions contradictoi-

res et mutuellement exclusives quant à sa portée et son sens — que la délégation mexicaine s'est abstenue à la Première Commission de la Conférence de Mexico lorsqu'on a mis aux voix les paragraphes 24 et 26 de la Déclaration qui porte le nom de mon pays; d'ailleurs, après avoir exprimé nos réserves, nous avons approuvé l'ensemble de la Déclaration de Mexico, car il s'agit d'un document d'une valeur incontestable et qui contribuera à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme, à savoir, l'égalité, le développement et la paix.

134. Ici, à l'Organisation des Nations Unies, nous avons exprimé à deux reprises les préoccupations que nous inspirent les paragraphes 24 et 26 de la Déclaration de Mexico : la première fois, le 3 décembre lorsque nous avons prononcé une déclaration à la 2175^e séance de la Troisième Commission et la deuxième fois, plus explicite, au cours de la 2181^e séance de cette même Commission, le 5 décembre, lorsque nous avons expliqué notre vote sur le projet de résolution A/C.3/L.2194/Rev.1, qui est devenu le projet de résolution II du rapport.

135. Nous voudrions maintenant être plus précis. Nous voudrions dire clairement que si par "sionisme" on entend la réalisation des aspirations nationales légitimes du peuple juif, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, notre vote ne doit pas être interprété d'une façon quelconque comme acceptant l'équivalence que l'on prétend établir dans les paragraphes 24 et 26 de la Déclaration entre le sionisme et d'autres politiques comme le colonialisme et "*apartheid*", qui ont toujours été condamnés par le Mexique.

136. C'est compte tenu des considérations que je viens d'exposer qu'il faut interpréter les votes que nous avons émis à la Troisième Commission et les votes que nous émettrons ici dans quelques instants.

137. En expliquant la position de notre délégation sur les projets de résolution que l'Assemblée va certainement adopter, il nous semble indispensable de dissiper également tout doute qui pourrait surgir quant à la position du Mexique en ce qui concerne ce qu'on appelle la "question du Moyen-Orient", qui se trouve liée sous plusieurs aspects à certains des documents émanant de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre), vice-président, prend la présidence.

138. En conséquence, nous voulons insister sur le fait que notre position à cet égard est le reflet fidèle d'une politique internationale qui, comme la nôtre, repose sur des principes immuables, d'une valeur permanente, lesquels, dans leur essence, coïncident avec les principes de la Charte des Nations Unies, comme sont ceux relatifs à l'égalité souveraine des Etats, à l'autodétermination des peuples, à l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force dans les relations internationales et à la non-intervention, et qui peut se résumer de la façon suivante.

139. En premier lieu, le Mexique est fermement persuadé que, comme l'a déclaré l'Assemblée générale dans sa résolution 3414 (XXX) du 5 décembre, "la situation actuelle au Moyen-Orient continue de menacer gravement la paix et la sécurité internationales" et que des mesures doivent être prises d'urgence pour arriver à ce que soient pleinement respectées les résolu-

tions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur les questions du Moyen-Orient et de Palestine, parmi lesquelles les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité occupent la première place.

140. En deuxième lieu, le Mexique est tout aussi fermement persuadé de la nécessité de trouver une solution rapide au problème par le retrait des forces armées israéliennes de tous les territoires occupés en 1967; par la reconnaissance à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique, de même qu'au droit de vivre en paix de tous les Etats de la région, y compris naturellement Israël, et l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux légitimes.

141. En troisième lieu, le Mexique considère que la participation d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine dans le débat qui devra reprendre le 12 janvier 1976 au Conseil de sécurité sur la question du Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, "en tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies", conformément à ce qu'a décidé le Conseil lui-même le 30 novembre dernier, dans sa résolution 381 (1975), est indispensable pour qu'existent des perspectives raisonnables de parvenir à un règlement juste et durable de ce grave problème, règlement qui doit être fondé sur une solution d'ensemble de cette question, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

142. La façon dont le Mexique agira ici et dans d'autres instances internationales continuera à s'inspirer, pour ce qui concerne les questions dont j'ai traité dans la présente intervention, des critères que je me suis efforcée de définir.

143. Mme WHITE (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Les Etats-Unis sont fortement en faveur des mesures visant à mettre en œuvre le Plan d'action mondial pour une décennie d'action soutenue sur les plans national, régional et international. Nous y participerons activement et prendrons notre part dans son exécution.

144. Ma délégation s'abstiendra, toutefois, lors du vote sur le projet de résolution III et votera contre les paragraphes 1 et 2 de son dispositif, parce que le libellé de cet important projet de résolution au domaine très large et par ailleurs bien fait est en partie inacceptable pour nous. Au paragraphe 1 du dispositif, nous nous opposons à toute suggestion, telle qu'elle apparaît dans la clause finale, de donner un blanc-seing pour toutes les résolutions qui seraient prises à la suite de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme ou en vertu de la Déclaration de Mexico. Au paragraphe 2 du dispositif, nous ne sommes pas d'accord avec l'ambiguïté que contient l'appel en vue d'une action visant non seulement à mettre en œuvre le Plan d'action mondial, mais également "les résolutions connexes". Les Etats-Unis interprètent ce membre de phrase "résolutions connexes" comme se rapportant aux résolutions adoptées à la Conférence de Mexico qui ont une incidence directe et pertinente sur le Plan d'action mondial, mais non pas aux résolutions politiques que nous considérons comme inappropriées ou sur lesquelles nous avons déjà clairement exposé nos vues tant à Mexico qu'à la Troisième Commission. Etant donné que cette interprétation peut ne pas être partagée par certaines autres délégations, nous nous

prononçons contre l'ambiguïté du dernier membre de phrase de ce paragraphe.

145. Comme il a été expliqué à la Troisième Commission, la référence, au paragraphe 186 du Plan d'action mondial, à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'est, bien sûr, de l'avis des Etats-Unis, plus valable.

146. Les Etats-Unis voteront contre les projets de résolution II et IV. Nos raisons ont déjà été consignées et je ne les reprendrai pas ici en détail. Je dois cependant me référer au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution II qui réaffirme les principes de la Déclaration de Mexico et son indésirable et inacceptable référence au sionisme. Ma délégation ne participera donc pas à cette approbation.

147. Les projets de résolution V, VI et VII et le projet de décision sont utiles. Ma délégation est heureuse de les appuyer.

148. M. DUCLOS (Canada) : Je voudrais exposer les raisons qui ont incité le Canada à voter à la Troisième Commission contre le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution III consigné au document A/10474 et à s'abstenir sur le paragraphe 2 du dispositif, de même que sur l'ensemble du projet de résolution.

149. Ce n'est qu'après y avoir mûrement réfléchi que nous avons résolu de faire ce geste. Lors du débat à la Troisième Commission, le Canada avait clairement indiqué son appui total à tous les éléments du projet de résolution qui portent spécifiquement sur la condition de la femme. Ce texte renferme, cependant, des éléments demandant la mise en œuvre de certaines propositions adoptées à Mexico, lesquelles contenaient des références péjoratives non pertinentes et par conséquent inacceptables pour ma délégation. Celle-ci ne peut pas davantage accepter certaines références contenues dans d'autres projets de résolution que nous avons à considérer, références à des éléments qui, en raison de leur caractère politique, nous semblent étrangères à la substance de ces projets de résolution.

150. M. RYDBECK (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : Dans les projets de résolution dont nous sommes saisis, il y a certains paragraphes sur lesquels ma délégation éprouve des difficultés, et je pense notamment à ceux où il est fait mention du racisme et de la discrimination raciale. Déjà, à l'Assemblée générale, le 10 novembre dernier [2400^e séance], j'avais dit que mon gouvernement rejetait totalement et entièrement l'idée que le sionisme est une forme de racisme. En conséquence, il y a certains paragraphes pour lesquels nous ne pouvons pas voter et sur lesquels nous nous abstiendrons s'il est procédé à un vote par division.

151. En ce qui concerne les mentions faites dans les textes à la Déclaration de Mexico, ma délégation tient à se référer à la position qu'elle avait prise à Mexico sur cette question. Nous avons voté en faveur de la Déclaration, mais nous avons souligné que, de l'avis de la Suède, il était totalement inacceptable de mettre le sionisme sur le même pied que le colonialisme, le racisme, l'*apartheid*, etc. Tout en acceptant les paragraphes en question, nous voulons indiquer très nettement que nous maintenons notre position à cet égard.

152. Je voudrais également souligner le fait que, pendant la Conférence de Mexico, la Suède s'est abstenue

sur un certain nombre de résolutions concernant le Plan d'action mondial. Si nous votons maintenant en faveur des paragraphes qui contiennent les mots "résolutions connexes", cela ne signifie en aucune manière que nous avons modifié notre position au sujet de ces résolutions.

153. M. MORENO MARTÍNEZ (République dominicaine) [*interprétation de l'espagnol*] : La République dominicaine a une noble tradition de défense des droits de la femme, qui a commencé avec sa lutte pour l'indépendance au XIX^e siècle, lutte dans laquelle la femme dominicaine a joué un rôle éminent. Cette tradition s'est poursuivie d'une manière ininterrompue et séparément depuis la fondation même de l'Organisation des Nations Unies. Cette noble tradition fait que nous nous trouvons à la pointe du combat pour la défense des droits de la femme. C'est pourquoi nous nous sommes portés coauteurs tant de la Déclaration de Mexico que du projet de résolution III.

154. Nous voterons également en faveur des autres projets de résolution qui figurent dans le rapport de la Troisième Commission, en faisant toutefois des réserves catégoriques au sujet de toutes les parties des textes qui découlent de l'idée, que nous estimons injuste et erronée, selon laquelle le sionisme est une forme de discrimination raciale. La délégation dominicaine répète sa ferme opposition à l'idée selon laquelle le sionisme peut être considéré comme une forme de discrimination raciale, comme elle l'a dit lors de la Conférence tenue à Mexico, devant cette assemblée lorsque le projet de résolution condamnant le sionisme a été mis aux voix, et à la Troisième Commission chaque fois que cette question a été discutée.

155. M. AKE (Côte d'Ivoire) : La délégation de la Côte d'Ivoire votera en faveur des projets de résolution II et III, recommandés par la Troisième Commission. Elle tient néanmoins à apporter les réserves suivantes.

156. Tout d'abord, ma délégation, ainsi qu'elle l'a clairement manifesté par son vote négatif, le 10 novembre 1975, [2400^e séance] contre la résolution 3379 (XXX), assimilant le sionisme à une forme de discrimination raciale, tout en réaffirmant son appui à la cause palestinienne pour permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits légitimes et hâter une paix juste et durable au Moyen-Orient conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ne peut souscrire aux insinuations faites dans le dessein de jeter la confusion dans un problème déjà difficile et complexe, ni accepter que soient incorporés dans des résolutions des libellés sur lesquels elle a marqué son opposition. C'est la raison pour laquelle ma délégation tient à faire les réserves les plus expresses sur le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution III, dans lequel sont reprises, sous une forme éminemment vague, les résolutions de la Conférence de Mexico qui ne rencontrent pas spécialement notre adhésion. Si le paragraphe 1 du dispositif était mis aux voix séparément, ma délégation s'abstiendrait.

157. Ma délégation tient à préciser, en outre, que l'appui qu'elle pourrait apporter à tout projet de résolution se référant à la discrimination raciale ou appelant une action contre la discrimination raciale, ne saurait en aucune façon être interprété comme modifiant le vote de la délégation de la Côte d'Ivoire contre la réso-

lution 3379 (XXX) ni comme une adhésion à cette résolution.

158. Ces réserves et l'abstention éventuelle de la Côte d'Ivoire sur le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution III n'affectent en rien notre appui aux importantes décisions et résolutions qui ont été adoptées lors de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est tenue à Mexico.

159. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant prendre une décision sur les sept projets de résolution recommandés par la Troisième Commission au paragraphe 30 de son rapport [A/10474]. Le projet de résolution I est intitulé "Remerciements au Gouvernement et au peuple mexicains". La Troisième Commission a adopté ce projet de résolution par acclamation. Puis-je considérer que l'Assemblée générale l'adopte également par acclamation ?

Le projet de résolution I est adopté [résolution 3518 (XXX)].

160. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant voter sur le projet de résolution II, intitulé "participation des femmes au renforcement de la paix et de la sécurité internationales et à la lutte contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'agression et l'occupation étrangères et toutes les formes de domination étrangère". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières du projet de résolution figure dans le document A/10498. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland³, République arabe syrienne, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Albanie, Australie, Belgique, Canada, Chili, Chine, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Israël, Italie, Libéria, Luxembourg, Pays-Bas, Nicaragua, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Bahamas, Barbade, Bolivie, République centrafricaine, Costa Rica, Ethiopie, Finlande, Grèce, Honduras, Japon, Malawi, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Paraguay, Portugal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Suède, Thaïlande, Uruguay.

Par 90 voix contre 21, avec 22 abstentions, le projet de résolution II est adopté [résolution 3519 (XXX)].

161. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au projet de résolution III, intitulé "Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution fait l'objet du document A/10498. Des votes séparés ont été demandés sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif. S'il n'y a pas d'objection, je vais les mettre aux voix séparément. Un vote par appel nominal a été demandé sur le paragraphe 1 du dispositif.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Cambodge, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie.

Votent contre : Canada, République centrafricaine, Chili, Costa Rica, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Honduras, Irlande, Israël, Italie, Libéria, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Barbade, Belgique.

S'abstiennent : Colombie, République dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Grèce, Islande, Côte d'Ivoire, Japon, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Portugal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Souaziland, Suède, Togo, Uruguay, Zaïre, Autriche, Bahamas, Bhoutan, Bolivie.

Par 83 voix contre 24, avec 26 abstentions, le paragraphe 1 du dispositif est adopté.

162. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au vote sur le paragraphe 2 du dispositif. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Fidji, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya,

Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Chili, Israël, Libéria, Malawi, Nicaragua, Paraguay, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Honduras, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Souaziland, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay.

Par 89 voix contre 7, avec 36 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif est adopté.

163. Le PRÉSIDENT : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution III dans son ensemble. Un vote par appel nominal a été demandé.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Inde, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats Arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Islande.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent : Irlande, Italie, Libéria, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Australie, Bahamas,

Barbade, Belgique, Canada, République centrafricaine, Chili, Costa Rica, Danemark, El Salvador, France, Gabon, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Honduras.

Par 107 voix contre une, avec 26 abstentions, le projet de résolution III dans son ensemble est adopté [résolution 3520 (XXX)].

164. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution IV, intitulé "Égalité entre les hommes et les femmes et élimination de la discrimination à l'égard des femmes". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Colombie, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Souaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Canada, République centrafricaine, Chili, Costa Rica, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Libéria, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Norvège, Paraguay, Portugal, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay.

Par 102 voix contre 3, avec 26 abstentions, le projet de résolution IV est adopté [résolution 3521 (XXX)].

165. Le PRÉSIDENT : Nous en venons maintenant au projet de résolution V, intitulé "Amélioration de la condition économique des femmes afin qu'elles participent efficacement et rapidement au développement de leur pays". La Troisième Commission a adopté ce projet de résolution sans procéder à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite agir de même ?

Le projet de résolution V est adopté [résolution 3522 (XXX)].

166. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution IV, intitulé "Les femmes dans les régions rurales".

Par 132 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution VI est adopté [résolution 3523 (XXX)].

167. Le PRÉSIDENT : Nous en arrivons maintenant au projet de résolution VII, intitulé "Mesures visant à intégrer les femmes au développement". La Troisième Commission a adopté ce projet de résolution sans opposition. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite agir de même ?

Le projet de résolution VII est adopté [résolution 3524 (XXX)].

168. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au projet de décision recommandé par la Troisième Commission au paragraphe 31 de son rapport [A/10474]. La Commission a adopté ce projet de décision sans opposition. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de décision est adopté.

169. Le PRÉSIDENT : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote après le vote.

170. M. FLORIN (République démocratique allemande) [*intéprétation du russe*] : La délégation de la République démocratique allemande a voté en faveur de tous les projets de résolution présentés à l'Assemblée générale dans le rapport de la Troisième Commission, car ils contiennent des dispositions présentant une importance considérable pour la réalisation des buts de l'Année internationale de la femme. Nous nous félicitons que les résolutions aient confirmé les résultats de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme et que l'on prévoie sur cette base des mesures concrètes pour mettre en œuvre la Déclaration de Mexico et le Plan d'action mondial.

171. En République démocratique allemande, on a toujours accordé une très grande attention à l'égalité des droits de la femme et à son rôle dans la société. Cela a été la base des mesures prises tant par l'Etat que par diverses organisations publiques durant l'Année internationale de la femme, aussi bien à l'intérieur du pays que sur la scène internationale. C'est dans cet esprit également que nous avons déployé tous nos efforts pour apporter notre contribution au succès de la Conférence mondiale.

172. La République démocratique allemande a eu le plaisir d'accueillir des délégations de femmes originaires de 118 pays, venues à Berlin, la capitale de la République démocratique allemande, pour participer à un congrès mondial consacré à l'Année internationale de la femme, qui s'est tenu du 20 au 24 octobre 1975. Les femmes de la République démocratique allemande ont participé activement à ce congrès.

173. La réalisation de l'égalité des droits de la femme et sa pleine participation au développement sont parmi les aspects les plus décisifs du progrès social, et ce dans le monde entier. Il y a plus de 100 ans, en 1868, le grand penseur Karl Marx écrivait dans une lettre :

"Toute personne ayant quelque connaissance de l'histoire sait que les grandes transformations sociales sont impossibles sans la participation des femmes. Ce n'est que par la situation sociale du beau sexe que l'on peut mesurer exactement le progrès social."

174. Le processus de libération politique, économique et sociale de la femme et sa participation, sur un pied d'égalité, à la vie sociale d'un pays ne s'effectuent que dans la mesure où s'affirment les transformations progressives dans les relations sociales. Contrairement à certaines délégations qui, dans leurs déclarations sur les projets de résolution, ont nié les liens étroits qui existent entre les aspects politiques et socio-économiques des problèmes relatifs à l'égalité des droits de la femme, la délégation de la République démocratique allemande estime que le maintien de la paix à travers le monde entier, l'élimination de l'agression, de l'occupation étrangère, du colonialisme et du racisme, et la réalisation de mesures sociales progressives constituent les prémisses indispensables pour effectuer une modification radicale de la condition de la femme. Pour créer ces conditions préalables, il faut que des efforts communs soient entrepris à la fois par les hommes et par les femmes.

175. Le peuple de la République démocratique allemande est fier à juste titre des succès qui ont été obtenus en encourageant le développement complet des femmes et de leur participation créatrice sur un pied d'égalité dans tous les domaines de la vie sociale. Cela n'a pas été facile à accomplir. Chaque nouvelle étape dans cette évolution connaît des problèmes spécifiques. Des contradictions se manifestent auxquelles il faut trouver une solution.

176. Le peuple et le Gouvernement de la République démocratique allemande luttent sans répit pour créer à cette fin les conditions nécessaires matérielles, idéologiques et culturelles. Sur la base de notre propre expérience du développement de la République démocratique d'Allemagne, notre délégation a appuyé les résultats de la Conférence mondiale et voté en faveur des résolutions qui viennent d'être adoptées dans cette assemblée.

177. M. SÁNCHEZ (Venezuela) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation vénézuélienne a voté en faveur de tous les projets de résolution sur les points 75 et 76 de l'ordre du jour parce que, à notre avis, ils ont surtout pour objectif de promouvoir le progrès et l'égalité de la femme dans tous les domaines. C'est pourquoi notre attitude ne saurait être interprétée comme une manifestation dirigée contre l'Etat israélien avec lequel nous avons des relations diplomatiques normales, pas plus que comme un jugement concernant des doctrines ou des positions politiques.

178. M. AL-HUSSAMY (République arabe syrienne) [*interprétation de l'anglais*] : C'est dans un esprit de coopération et dans le but d'aider la Troisième Commission à trouver un consensus que ma délégation a voté en faveur du projet de résolution III et des autres projets de résolution qui viennent d'être adoptés par l'Assemblée générale.

179. Cependant, nous avons constaté avec regret l'absence d'un appui marqué et énergique et d'une prise en charge par l'Assemblée générale de l'un des principaux documents adoptés à Mexico, c'est-à-dire la Déclaration.

180. En ce qui concerne les termes du projet de résolution II, ma délégation estime que le paragraphe 2 du dispositif présente implicitement le sionisme comme une forme de racisme et de discrimination raciale,

conformément à la Déclaration et à la résolution 3379 (XXX), adoptée le mois dernier par l'Assemblée générale.

181. Des termes du paragraphe 20 du dispositif du projet de résolution III, ma délégation déduit que les mouvements de libération nationale reconnus par les Nations Unies seront invités, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, à assister à la prochaine conférence mondiale qui sera convoquée en 1980, en vue d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme.

182. M. BENUZZI (Italie) : Je prends la parole, au nom des neuf pays membres de la Communauté européenne, pour expliquer, comme nous l'avons déjà fait au sein de la Troisième Commission, la signification précise du vote des Neuf sur certaines des résolutions que l'Assemblée vient d'adopter.

183. Les Neuf ont suivi de près, avec le plus vif intérêt, les consultations et les travaux qui ont abouti à l'élaboration du texte du projet de résolution III. Ils ont apprécié, en particulier, le fait que, au cours de ces travaux, de nombreuses délégations ont eu conscience de l'inopportunité de lier un problème d'une importance universelle, comme celui de l'action à poursuivre pour favoriser l'émancipation de la femme, à des thèses idéologiques et à des assimilations que nos délégations rejettent, ainsi qu'à des problèmes politiques spécifiques qui méritent d'être traités, certes, mais dans un contexte différent. Ils regrettent vivement que ces efforts n'aient pas abouti à des résultats qui leur auraient permis de se prononcer en faveur du projet de résolution. En effet, les Neuf sont unanimes à porter un jugement positif sur le Plan d'action mondial envisagé dans la résolution dans la mesure où il sera possible, en cours de réalisation, de l'affranchir des hypothèses d'ordre politique que certains aspects du texte y font peser. Les Neuf considèrent, en particulier, comme très significatif l'accent qui a été mis sur l'importance du lien existant entre le processus d'émancipation de la femme et le processus de développement économique. Ils considèrent également comme heureuse l'initiative de dédier une décennie à la lutte sur l'émancipation féminine et envisagent avec faveur l'idée de convoquer dans quelques années une nouvelle conférence mondiale pour dresser un bilan des résultats de l'action conduite dans le cadre de la Décennie.

184. Si donc les Neuf se sont abstenus sur ce projet de résolution, c'est pour souligner la fermeté et la gravité des réserves qu'ils nourrissent à l'égard de certains aspects du texte qui contient des propositions inacceptables, comme la condamnation du sionisme, et qui risquent, à leur avis, de politiser d'une manière regrettable un programme qui devrait se proposer des objectifs d'un caractère purement social et humanitaire. Les Neuf ont déjà fait état de ces réserves dans le débat qui a eu lieu à la Troisième Commission, à la 2180^e séance. Je n'abuserai pas du temps de l'Assemblée en répétant ces réserves. Je voudrais seulement exprimer leur souhait unanime d'être mis, dans la pratique, dans des conditions de nature à donner au programme une contribution correspondant à leurs traditions et à l'intérêt qu'ils portent au problème de l'émancipation de la femme dans le monde moderne.

185. En ce qui concerne le projet de résolution II, il est presque inutile de préciser que les Neuf ont voté contre ce texte parce qu'ils le considèrent comme une manifestation de propagande politique concernant des problèmes que seul un exercice de rédaction presque acrobatique a permis de relier à ceux de la femme.

186. Des réserves analogues portant en particulier sur la rédaction du paragraphe 3 du dispositif ont amené les Neuf à s'abstenir sur le projet de résolution IV.

187. Le PRÉSIDENT : J'invite maintenant les représentants à se reporter au document A/10497 qui contient une note du Rapporteur de la Troisième Commission. Cette note concerne les points 68 b, 71, 72, 79, 81, 83, 84 et 85 de l'ordre du jour. Si aucun représentant ne désire expliquer son vote, l'Assemblée va se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Commission au paragraphe 4 du document A/10497. Je rappelle aux membres de l'Assemblée que le projet de décision n'a pas été mis aux voix à la Commission. Puis-je donc considérer que l'Assemblée générale adopte ce projet de décision ?

Le projet de décision est adopté.

188. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant des Pays-Bas pour une explication de vote après le vote.

189. M. SPEEKENBRINK (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, si vous le voulez bien, je voudrais exprimer les préoccupations de ma délégation au sujet de la procédure suivie à la Troisième Commission pendant la session actuelle de l'Assemblée générale. Nous venons d'adopter une recommandation de cette commission pour inscrire pas moins de 8 points, c'est-à-dire 50 p. 100 de l'ordre du jour de la Commission, à l'ordre du jour provisoire de la trente et unième session de l'Assemblée générale. Le membre de phrase significatif dans les rapports de la Troisième Commission est le suivant : "La Commission n'ayant pu, faute de temps, examiner le point". Et, cependant, toutes ces questions ont trait directement à la tâche de la Commission qui, aux termes de l'article 98 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, a été désignée comme la Commission de questions sociales, humanitaires et culturelles.

190. Ces points comprennent le point 68 b, "Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale", le point 72, "Politiques et programmes relatifs à la jeunesse", le point 83, "Liberté de l'information", le point 79, "Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse", et le point 84 sur le statut des pactes internationaux des droits de l'homme. Toutes ces questions ont trait à des sujets extrêmement importants.

191. A regret, ma délégation a accepté cette décision parce qu'elle n'avait pas d'autre choix. Cependant, je voudrais rappeler qu'à la Troisième Commission, à maintes reprises, ma délégation a exprimé sa préoccupation au sujet de la manière dont le travail de la Commission se poursuivait et s'est efforcé également de convaincre les membres de la Commission qu'ils devraient envisager de prolonger le temps sur lequel ils s'étaient entendus concernant les séances de la Commission. Cependant, nous notons que la décision de remettre l'examen de ces points jusqu'à la trente et unième session a été adoptée par la Troisième Commission le 5 décembre 1975, en pleine connaissance du

fait que des possibilités existaient pour tenir au moins deux autres séances. En fait, la Troisième Commission, en organisant ses travaux, avait prévu 77 séances mais n'en a tenu que 71 et plusieurs ont été levées avant le temps qui leur était imparti. Le Secrétariat a alors indiqué qu'il serait très difficile d'accorder du temps supplémentaire à la Commission. A regret, ma délégation constate que, contrairement aux autres grandes Commissions, la Troisième Commission n'a pas poursuivi ses travaux au-delà de la date prévue pour la fin de ses travaux et n'a pu ainsi examiner en aucune manière les huit points qui sont maintenant renvoyés à la trente et unième session de l'Assemblée.

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés

RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE (A/10461)

192. M. MAUERSBERGER (République démocratique allemande) [*interprétation de l'anglais*] : (Rapporteur de la Commission politique spéciale) : C'est la dernière occasion que j'aurai de présenter à l'Assemblée générale un rapport sur les travaux de la Commission politique spéciale lors de la trentième session.

193. Aujourd'hui, l'Assemblée générale est saisie des recommandations de la Commission concernant le dernier point qui lui a été confié, c'est-à-dire le point 52 qui a trait aux pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés.

194. La Commission politique spéciale a examiné cette question au cours de sept séances, a entendu 33 déclarations au cours de la discussion et a adopté quatre projets de résolution à une majorité écrasante. Ces projets de résolution, qui figurent au paragraphe 9 du rapport [A/10461] que j'ai l'honneur de présenter, prévoient la condamnation de politiques et pratiques spécifiques suivies par Israël dans les territoires occupés et déclarent qu'elles constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

195. Dans le projet de résolution A, l'Assemblée générale prie le Comité spécial de continuer à enquêter sur les politiques et pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés depuis 1967. Dans le projet de résolution B, l'Assemblée générale réaffirme que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁴, est applicable à tous ces territoires, y compris Jérusalem. Dans le projet de résolution C, l'Assemblée générale demande au Comité spécial de poursuivre ses efforts en vue de faire l'inventaire des destructions subies par Kouneïtra. Dans le projet de résolution D, l'Assemblée générale demande à Israël de s'abstenir de mesures qui ont pour but de changer la structure institutionnelle et les pratiques religieuses dans le sanctuaire de la mosquée Al-Ibrahimi dans la ville de Al-Khalil.

196. En présentant à l'Assemblée générale le rapport final de la Commission politique spéciale, j'exprime l'espoir que l'Assemblée adoptera rapidement les pro-

jets de résolution qui sont le résultat des travaux de la Commission.

197. Le PRÉSIDENT : Je vais donner maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote sur l'un ou sur tous les projets de résolution A à D recommandés par la Commission politique spéciale et sur l'amendement au projet de résolution A. Les représentants auront aussi la possibilité d'expliquer leur vote après que tous les projets de résolution auront été mis aux voix.

198. M. HERZOG (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Dans sa déclaration du 3 décembre 1975, à la Commission politique spéciale [990^e séance], ma délégation avait parlé de quatre projets de résolution au titre du point 52 de l'ordre du jour et sur lesquels la Commission allait voter.

199. Tout en réaffirmant notre opinion sur toutes ces résolutions qui, entre-temps, ont fait l'objet d'un vote, comme il ressort maintenant du rapport de la Commission, je voudrais traiter plus particulièrement des projets de résolution A et D recommandés au paragraphe 9 de ce rapport.

200. L'Assemblée est habituée maintenant aux inévitables résolutions contre Israël qui sont partiales, qui font fi des réalités et qui sont la conséquence directe du fait que l'Organisation est devenue le centre du parti pris et de la discrimination, étant entraînée par un groupe d'extrémistes despotes jusqu'aux abîmes auxquels elle est descendue. Nous assistons ici à la dualité et au cynisme à deux faces qui sont maintenant les traits caractéristiques de l'Organisation, financée comme elle l'est, dans une très grande proportion, par les pays libres du monde afin de devenir l'instrument principal de la destruction des valeurs qui sont chères à ces mêmes pays libres et démocratiques. Le projet de résolution A est une mosaïque invraisemblable de contre-vérités, de faussetés et de distorsions qui sont le fruit des sentiments antisémites qui animent la majorité automatique de l'Organisation.

201. Le Gouvernement israélien n'a pas collaboré, ne collabore pas et ne collaborera pas avec le prétendu Comité spécial, car l'Assemblée générale a refusé au moment de la création de ce comité d'étendre son mandat afin de procéder à une enquête sur les pratiques arabes affectant les droits de l'homme de la population juive dans les pays arabes. Toute la population juive en Syrie est détenue en qualité d'otages dans les conditions les plus effroyables, en violation flagrante des droits élémentaires de l'homme ...

202. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de la République arabe libyenne sur une motion d'ordre.

203. M. SAHAD (République arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : J'ai demandé la parole en vertu de l'article 71 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. La question à l'examen maintenant est celle des pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés. Nous ne sommes pas engagés ici dans un débat sur une autre question.

204. L'orateur sioniste a déjà orchestré toute une campagne contre l'Assemblée, mais ce n'est point la question dont nous discutons. Maintenant, il profère toute une série de mensonges et de fausses allégations qui n'ont absolument aucun rapport avec ce point de l'ordre du jour.

205. Les habitants des pays arabes, quelle que soit leur couleur, leur religion ou leur nationalité, ne sont pas l'objet de notre discussion maintenant, car les citoyens de ces pays arabes sont les citoyens d'Etats souverains et indépendants et cette assemblée n'est pas saisie de leurs problèmes.

206. Monsieur le Président, je vous demande de décider que l'orateur sioniste examine en fait une question totalement en dehors du point dont nous discutons, ce qui viole par conséquent le règlement intérieur de l'Assemblée.

207. Le PRÉSIDENT : Je demande au représentant d'Israël de continuer son explication de vote en se limitant strictement à la question à l'examen.

208. M. HERZOG (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : En ce qui concerne les remarques faites par le représentant de la République arabe libyenne, j'explique pourquoi le Gouvernement israélien ne coopère pas avec le Comité spécial. Ce commentaire est parfaitement pertinent pour une explication de vote, et je ne vois pas comment il peut être considéré comme non pertinent. J'explique les points qui ont été invoqués par la délégation d'Israël lorsque le Comité spécial a été créé. J'ai le droit, comme tout autre représentant, d'exposer mon point de vue et je continuerai à le faire.

209. Je répète que le Gouvernement israélien n'a pas collaboré, ne collabore pas et ne collaborera pas avec le prétendu Comité spécial, car l'Assemblée générale a refusé au moment de la création de ce comité de prolonger son mandat afin de procéder à une enquête sur les pratiques arabes affectant les droits de l'homme de la population juive dans les pays arabes. Toute la population juive en Syrie est détenue en qualité d'otages dans les conditions les plus effroyables, en violation flagrante des droits élémentaires de l'être humain et cependant l'Assemblée générale n'a pas été en mesure de demander un examen sur la forme d'existence de la population juive de Syrie.

210. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de la République arabe libyenne sur une motion d'ordre.

211. M. SAHAD (République arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Je regrette d'être obligé de demander la parole une seconde fois. La motion d'ordre que j'ai soulevée a trait à une question de procédure. Je vous ai demandé, Monsieur le Président, d'en décider. J'ai déjà soulevé une motion d'ordre qui n'a pas été tranchée.

212. L'orateur sioniste voudrait apporter ici la question des ressortissants arabes, dont la religion ne m'intéresse pas. Je les considère comme des citoyens arabes qui avant tout relèvent de la souveraineté d'un Etat arabe indépendant et membre de cette assemblée. Cette question n'a rien de commun avec le point à l'examen et constitue une violation de la Charte des Nations Unies.

213. De toute évidence, l'examen de telles questions est incompatible avec la Charte et n'a rien à voir avec la question dont nous discutons maintenant. Nous examinons un sujet spécifique qui a été adopté par l'Assemblée générale en tant que point de l'ordre du jour. Et nous n'avons pas à examiner d'autres questions que l'orateur sioniste voudrait soulever. Il peut soulever ces questions dans d'autres instances, mais pas ici à l'Assemblée générale. Ici nous suivons un règlement

intérieur. Nous appliquons la Charte des Nations Unies. Nous sommes saisis d'autres questions. Monsieur le Président, je vous demande une fois encore de prendre une décision catégorique sur la motion d'ordre que j'ai soulevée.

214. Le PRÉSIDENT : Je demande au représentant de la République arabe libyenne de faire preuve de patience pour permettre au représentant d'Israël d'expliquer son vote avant de procéder au vote sur les différents projets de résolution. Je donne la parole au représentant de la République arabe libyenne sur une motion d'ordre.

215. M. SAHAD (République arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Je serai bref. Je ne veux pas abuser du temps de l'Assemblée. Mais j'ai posé une question spécifique. Je ne veux empêcher personne d'expliquer son vote. C'est un droit prévu par le règlement intérieur. Mais je n'aime pas qu'on traite des questions qui n'ont rien à voir avec le sujet dont est saisie l'Assemblée générale. Monsieur le Président, je vous demande de prendre une décision sur ce sujet. L'orateur sioniste parle d'une question entièrement différente; il parle de ce qu'il appelle la situation de la communauté juive dans les pays arabes. Nous ne reconnaissons pas l'existence d'une communauté juive, car selon nous ce sont tous des citoyens qui ont les mêmes droits, qu'ils soient musulmans, juifs ou chrétiens. C'est une question qui n'a rien à voir avec le problème que nous examinons actuellement. Afin de faciliter les travaux de l'Assemblée, je n'insiste pas sur ma motion, mais je tiens à ce qu'il soit consigné au procès-verbal que l'orateur sioniste traite d'une question qui n'a rien à voir avec le point de l'ordre du jour dont nous discutons maintenant.

216. Le PRÉSIDENT : Je demande au représentant d'Israël de poursuivre son explication de vote et de se limiter strictement à la question qui est en discussion.

217. M. HERZOG (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je me limitais à la question que nous examinons et j'expliquais les raisons pour lesquelles le Gouvernement israélien n'a pas coopéré et ne coopérera pas avec le Comité spécial, étant donné l'aspect unilatéral de sa façon d'examiner le sujet. Je suis très reconnaissant à mon collègue libyen de m'avoir permis de bien faire comprendre aux membres l'importance de ce point. Car, en fait, il s'agit là d'une question qui apparemment blesse le monde arabe, et ce pour d'excellentes raisons. Le rapport du Comité spécial est unilatéral, partial, inexact et il est fondé sur un grand nombre de mensonges. Il déshonore toute organisation qui se respecte. Il ne parle d'aucun des faits réels, que tous ceux qui ont visité les territoires administrés par Israël connaissent fort bien. Il y a une liberté complète de passage, de mouvement entre Israël et les territoires d'une part, et au travers du Jourdain et de la rive occidentale d'autre part; si les territoires étaient un tel enfer, comme ce document veut nous le faire croire, que quelqu'un alors m'explique pourquoi 75 000 travailleurs arabes passent quotidiennement la frontière pour se rendre en Israël et y travailler, protégés par les syndicats ouvriers israéliens ? Pourquoi des centaines de milliers de touristes arabes, venant de tous les coins du Moyen-Orient, se rendent-ils annuellement dans les territoires et en Israël ? Pourquoi des milliers d'Arabes de tous les coins du Moyen-Orient font-ils queue dans les hôpitaux israéliens pour se faire

soigner ? Et si la situation est telle qu'on l'a décrite dans ce document, quelqu'un peut-il m'expliquer pourquoi un courant constant de milliers d'Arabes se déplace régulièrement des pays arabes vers ces territoires ? Pourquoi, malgré la liberté de mouvement, n'y a-t-il pas de migration arabe à partir de la rive occidentale ?

218. Pourquoi les trois grandes religions peuvent-elles vivre amicalement, côte à côte, dans la ville sainte de Jérusalem sous une des directions les plus libérales et les plus imaginatives qu'elles aient connues depuis des milliers d'années, fait que le Ministre des affaires étrangères du Mexique, au cours de sa visite en Israël, a pu encore constater cette semaine ? Pourquoi la population des territoires administrés, en dépit de l'opposition rigoureuse de l'OLP, a-t-elle pu se rendre librement aux urnes pour élire dernièrement ses représentants aux conseils locaux comme elle l'avait fait il y a quatre ans, seuls Arabes palestiniens qui, en dehors de ceux qui vivent en Israël, sont libres de voter au scrutin secret ? Pourquoi la seule presse libre mise à la disposition des Arabes palestiniens, dans laquelle ils peuvent s'exprimer librement sur toute question et contre le gouvernement du pays dans lequel ils vivent, existe-t-elle dans les territoires administrés par Israël ? Je sais que des questions aussi peu importantes que la presse libre, la liberté d'expression, le vote au scrutin secret sont des sujets de dérision de la part de nombreuses délégations à cette assemblée et je doute que ces délégations apprécieraient ces faits si elles en étaient les témoins. Ces délégations n'apprécient certainement par leur importance ni leur signification pour la dignité de l'homme. Je sais que pour la majorité automatique ces conceptions font l'objet de dérision et de rejet. Toutefois, l'opinion de la majorité automatique ici sur ces questions n'a aucune espèce d'importance pour ce qui est de ma délégation. Ce qui me préoccupe c'est l'opinion des pays libres où la liberté et la dignité de l'homme sont importantes et je sais que ce je dis à ce sujet a une certaine signification pour eux. Je ne vais pas gaspiller mon temps ni faire perdre celui de l'Assemblée en réfutant toutes les allégations non fondées sur lesquelles ces résolutions sont fondées. Cela a été fait en détail par ma délégation devant la Commission et ma déclaration préparée contient tous les faits pertinents et nécessaires. Etant donné l'heure tardive, je vais renoncer à cette partie de ma déclaration, mais je voudrais qu'elle soit consignée dans le compte rendu en tant que partie de ma déclaration préparée.

219. Rien ne peut mieux illustrer le manque complet de fondement de ces résolutions que le projet de résolution D sur la mosquée Al-Ibrahimi, qui non seulement travestit les faits mais également l'histoire. Nous parlons du tombeau des patriarches dans la ville d'Hébron, connue de la population juive sous le nom de la caverne de Macpéla.

220. La caverne de Macpéla est un lieu saint juif, qui abrite les tombeaux des patriarches juifs Abraham, Isaac et Jacob et de leurs femmes respectives, Sara, Rebecca et Lia, fait commodément oublié dans cette résolution ridicule. Pour les représentants qui ne connaissent pas très bien la Bible, Abraham, Isaac et Jacob étaient juifs et ils ont été les premiers patriarches juifs. L'histoire de l'acquisition de la terre et du tombeau par Abraham est narrée au chapitre 23 de la Genèse.

221. Monsieur le Président, ceci est une copie de la Bible dans laquelle les principes de fraternité humaine qui ont inspiré la création de cette organisation ont été énoncés en premier lieu. Ceci est la Bible où les mots immortels d'Isaïe qui ornent le mur à l'entrée de ce bâtiment ont été en premier inscrits. Ceci est la Bible, que de nombreuses délégations dans cette assemblée ont rejetée. La majorité automatique des Nations Unies ne s'est pas encore décidée à amender ce document historique, mais je ne doute pas qu'en temps utile elle se proposera de le faire.

222. Pour revenir à la Bible, nous lisons au chapitre 23 de la Genèse ce qui suit :

"2. Sara mourut à Kirjath-Arba, qui est Hébron, dans le pays de Canaan; et Abraham vint pour mener deuil sur Sura et pour la pleurer.

"3. Abraham se leva de devant son mort, et parla ainsi aux fils de Heth :

"4. Je suis étranger et habitant parmi vous; donnez-moi la possession d'un sépulcre chez vous, pour enterrer mon mort et l'ôter de devant moi.

"...

"13. Et il parla ainsi à Ephron, en présence du peuple du pays : Ecoute-moi, je te prie ! Je donne le prix du champ; accepte-le de moi; et j'y enterrerai mon mort.

"14. Et Ephron répondit à Abraham, en lui disant :

"15. Mon seigneur, écoute-moi ! Une terre de quatre cents sicles d'argent, qu'est-ce que cela entre moi et toi ? Enterre ton mort.

"16. Abraham comprit Ephron; et Abraham pesa à Ephron l'argent qu'il avait dit, en présence des fils de Heth, quatre cents sicles d'argent ayant cours chez le marchand."

"17. Le champ d'Ephron à Macpéla vis-à-vis de Mamré, le champ et la caverne qui y est, et tous les arbres qui sont dans le champ et dans toutes ses limites alentour,

"18. Devinrent ainsi la propriété d'Abraham, aux yeux des fils de Heth et de tous ceux qui entraient par la porte de sa ville.

"19. Après cela, Abraham enterra Sara, sa femme, dans la caverne du champ de Macpéla, vis-à-vis de Mamré, qui est Hébron, dans le pays de Canaan.

"20. Le champ et la caverne qui y est demeurèrent à Abraham comme possession sépulcrale, acquise des fils de Heth."

223. Il est vrai que cette transaction n'a pas fait l'objet d'un document officiel des Nations Unies, mais si certaines délégations le souhaitent, je serai heureux d'en faire parvenir le texte au Secrétaire général aux fins de distribution en tant que document des Nations Unies pour qu'aucun doute ne subsiste dans les esprits sur la validité de ce contrat, passé il y a plus de 4 000 ans, par le Père du peuple juif, sous la dynastie sumérienne de Babylone, pendant que les pharaons régnaient sur le moyen empire de Thèbes en Egypte.

224. Au vrai, mes collègues chinois seront peut-être intéressés d'apprendre que ce contrat a été passé quel-

que 200 ans avant l'avènement de la dynastie Chang, autrement dit, pendant une période qu'ils doivent considérer comme plus heureuse que les temps actuels; en effet, à cette époque, les deux superpuissances qui leur donnent tant de tracas, celle qu'ils qualifient d'impérialiste et celle qu'ils qualifient d'hégémoniste mais qui, à leur grand déplaisir, se dit socialiste, n'existaient pas encore. Que le monde devait être ennuyeux sans ces deux superpuissances !

225. Tandis que mes ancêtres signaient des contrats à Hébron et que les ancêtres de mes collègues chinois produisaient de merveilleuses œuvres d'art et inventaient l'écriture d'où découle le système utilisé en Chine de nos jours, les habitants des territoires des superpuissances actuelles étaient des primitifs vivant au jour le jour, uniquement soucieux de tuer à la chasse un ours ou un bison pour avoir de quoi manger.

226. Qu'on se rappelle, avec ou sans nostalgie, cette époque lointaine, il n'en demeure pas moins que pendant 4 000 ans la tombe où reposent à Hébron les dépouilles des patriarches juifs et de leurs femmes, est restée un lieu saint juif où les juifs ont prié pendant presque toute cette période.

227. Quelle ironie que de vouloir condamner Israël à ce titre. Pendant longtemps, alors que les tombeaux étaient sous la juridiction exclusive des musulmans, les juifs n'y avaient pas accès. Pendant la période du Mandat britannique, les juifs ne pouvaient faire que sept pas vers les sépultures. Ils ne pouvaient entrer dans les caveaux pour prier. Je me rappelle qu'étant enfant j'ai été menacé de l'épée parce que j'avais voulu faire un huitième pas. En août 1929, toute la population juive d'Hébron a été brutalement massacrée par la populace arabe. Mon arrière-grand-mère, qui avait 80 ans, a été tuée à ce moment-là par une dague arabe.

228. Depuis qu'Israël administre Hébron, c'est-à-dire depuis la guerre de 1967, due à une attaque déclenchée contre Israël, sans provocation, par les Arabes — j'ai déjà lu en cette assemblée la description exacte faite dans la biographie du roi Hussein de Jordanie, de la façon dont l'attaque a été préparée et menée —, Israël a accordé la liberté d'accès la plus complète aux adeptes de toutes les religions à tous les lieux saints de la Terre sainte. Je vous renvoie à cet égard aux déclarations officielles faites à ce sujet par les représentants des diverses sectes chrétiennes et par les chefs de la religion musulmane.

229. L'ironie, c'est que l'auteur de cette plainte, à la Commission, ait été précisément le Gouvernement jordanien qui n'a pas montré le moindre respect pour les Lieux saints lorsqu'ils étaient sous sa juridiction avant 1967.

230. Pendant 19 ans, on a empêché les juifs d'aller prier devant le lieu pour eux le plus sacré, le Mur des lamentations. Les autorités jordaniennes d'occupation à Jérusalem leur en interdisaient l'accès, au mépris de leurs obligations internationales. Leurs troupes ont incendié des synagogues juives et des lieux de culte à Jérusalem. L'ancien cimetière juif du Mont des oliviers, sacré depuis des milliers d'années, depuis les temps bibliques, a été profané par les autorités jordaniennes qui ont violé les tombes et les caveaux, arraché les pierres tombales pour construire des casernes, et défoncé au bulldozer les routes qui traver-

saient le mont historique sacré pour les juifs et pour les chrétiens.

231. Après la guerre de 1967, j'ai vu moi-même, au Mont des oliviers, les tombes de mes grands-parents et de mes arrière-grands-parents qui avaient été profanées par les Jordaniens. Comme je l'ai dit tout à l'heure, les autorités jordaniennes interdisaient aux juifs l'accès à la caverne de Macpéla, tombe des patriarches à Hébron.

232. Le comportement du Gouvernement jordanien envers les Lieux saints sous sa juridiction ne lui donne certes pas le droit de faire des reproches aux autres.

233. Les principes qui ont guidé Israël dans sa politique envers tous les lieux saints se fondent avant tout sur la garantie du libre accès à ces lieux par les adeptes de toutes les religions, pour qu'ils puissent y venir prier sans entraves. Ces principes valent également pour la caverne de Macpéla, et le caractère sacré de ce lieu saint est rigoureusement respecté.

234. Rien n'a été fait pour minimiser la responsabilité du *Waqf* musulman qui garde la caverne. Il en a les clefs et son personnel est toujours responsable de son ouverture et de sa fermeture quotidiennes, ainsi que de son entretien. Nul n'a empêché les musulmans de venir y faire leurs dévotions, et l'appel à la prière est toujours libre. Il est faux que les prières des musulmans pour les morts aient été interdites ou soumises à restriction de quelque façon que ce soit, et les services funèbres ont toujours lieu dans la grande salle d'Isaac et de Rebecca. Tout ce que l'on a fait, c'est de demander aux cortèges funèbres musulmans de sortir de la caverne par la porte sud-ouest pour ne pas gêner les fidèles juifs en prière dans la salle d'Abraham et de Sara. Ceux qui enseignent la religion musulmane et le personnel de la caverne n'ont jamais été molestés; au contraire, on continue de leur accorder le respect qui leur est dû et toute l'aide dont ils ont besoin dans l'accomplissement de leur charge.

235. En outre, la caverne n'a pas été partagée en deux; on n'a pas élevé de cloison dans ce lieu saint. La caverne de Macpéla est sacrée à la fois pour le judaïsme et pour l'Islam, et l'on a fait en sorte que les juifs et les musulmans puissent venir y prier sans entraves et dans le respect mutuel. La salle d'Isaac et de Rebecca, la salle la plus vaste et la plus importante pour toutes les religions, qui contient la chaire de l'iman ou *mimbar*, est réservée exclusivement aux fidèles musulmans, et les services religieux juifs n'y ont pas lieu.

236. Israël est fier du respect qu'il a montré pour les lieux saints de toutes les religions. Il continuera de s'en tenir strictement au principe fondamental du libre accès, pour les croyants de toutes les religions, à tous les lieux saints.

237. L'accusation portée contre nous au sujet d'un mausolée que visitent chaque jour des centaines, voire des milliers de gens venus de tous les coins du monde, est absolument fallacieuse; de toute évidence, on a recouru de nouveau à la tactique du "grand mensonge", mais c'est tout particulièrement horrible, car on veut indisposer contre nous des millions de gens qui ne sont pas au courant de la réalité. Ce n'est qu'un autre exemple du niveau auquel nous avons été rabaisés en cette organisation par ceux qui la monopolisent rapidement pour en faire un centre de haine incontrô-

lable et de division irréconciliable. Le projet de résolution soumis à l'Assemblée est un tissu de mensonges; comme toutes les résolutions concernant Israël, il est incroyablement partial et déséquilibré. Il ne repose sur aucun fondement moral et ne fait que refléter l'absence totale de tous principes moraux, absence qui caractérise les résolutions de l'Assemblée.

238. Pour toutes ces raisons, ma délégation rejette ce texte et demande à toutes les délégations qui sont de bonne foi d'en faire autant.

239. Mlle BENNATON (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Le Honduras votera en faveur du projet de résolution A figurant au document A/10461. Ma délégation considère que l'acquisition de territoires occupés par la force ou la menace de la force est incompatible avec les principes de la Charte des Nations Unies et avec les normes guidant notre délégation. De ce fait, selon nous, toutes actions tendant à consolider la possession de territoires occupés sont inacceptables pour ma délégation. Néanmoins, nous avons des réserves quant à l'emploi du terme "pillage" car, à nos yeux, les faits ne sont pas suffisamment étayés pour justifier l'utilisation de ce mot. Nous avons également des réserves à propos de ce qui est dit à l'alinéa h du paragraphe 5 du dispositif de ce même projet de résolution, qui ne reflète pas exactement la réalité.

240. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur les projets de résolution recommandés par la Commission politique spéciale au paragraphe 9 de son rapport [A/10461] et sur l'amendement au projet de résolution A, figurant dans le document A/L.788. L'Assemblée va d'abord prendre une décision sur le projet de résolution A. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution est publié sous la cote A/10501. Conformément à l'article 90 du règlement intérieur, je mettrai d'abord aux voix l'amendement, puis le projet de résolution, modifié ou non. Un vote enregistré a été demandé sur l'amendement.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Costa Rica, Honduras, Israël, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Canada, République centrafricaine, Danemark, El Salvador, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Libéria, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela.

Par 86 voix contre 5, avec 24 abstentions, l'amendement est adopté⁵.

241. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution A, tel qu'il a été amendé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Niger, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Barbade, Costa Rica, Haïti, Israël, Libéria, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, République centrafricaine, Colombie, Danemark, El Salvador, France, Allemagne (République fédérale d'), Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela.

Par 87 voix contre 7, avec 26 abstentions, le projet de résolution A, tel qu'il a été amendé est adopté [résolution 3525 A (XXX)]⁶

242. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution B. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Finlande, France, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire,

Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël, Libéria⁷.

S'abstiennent : Barbade, Bolivie, République centrafricaine, Haïti, Malawi, Nicaragua, Paraguay.

Par 112 voix contre 2 avec 7 abstentions, le projet de résolution B est adopté [résolution 3525 B (XXX)]⁸.

243. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur le projet de résolution C. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution figure dans le document A/10501. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Niger, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël, Malawi⁹.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bolivie, Canada, République centrafricaine, Colombie, Costa Rica, Danemark, Equateur, El Salvador, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Luxembourg, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela.

Par 87 voix contre 2, avec 32 abstentions, le projet de résolution C est adopté [résolution 3525 C (XXX)].

244. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au vote sur le projet de résolution D. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Egypte, Guinée équatoriale, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Niger, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Costa Rica, Israël, Libéria, Nicaragua, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bolivie, Birmanie, Canada, République centrafricaine, Colombie, Danemark, Equateur, El Salvador, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Haïti, Honduras, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Luxembourg, Malawi¹⁰, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela.

Par 82 voix contre 5, avec 33 abstentions, le projet de résolution D est adopté [résolution 3525 D (XXX)].

245. Le PRÉSIDENT : Le représentant de la Jordanie a demandé à exercer son droit de réponse. Les membres de l'Assemblée se souviendront que l'Assemblée générale, lors de sa 2353^e séance, a décidé que les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse devraient se limiter à 10 minutes. Je donne la parole au représentant de la Jordanie.

246. M. GAMMOH (Jordanie) [*interprétation de l'arabe*] : Au paragraphe 3 de la résolution D que nous venons d'adopter l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'enquêter sur la situation dans la mosquée Al-Ibrahimi en prenant contact avec les autorités intéressées islamiques, arabes et autres et de faire rapport aussitôt que possible sur l'application du paragraphe 2, et au paragraphe 4 de la même résolution, elle demande à Israël de coopérer avec le Secrétaire général et de faciliter sa tâche dans l'enquête qu'il mène sur les pratiques israéliennes relatives à la mosquée Al-Ibrahimi.

247. Comme Israël prétend n'avoir suivi aucune pratique incompatible avec les droits de l'homme et les principes du droit international, pourquoi donc craint-il de coopérer avec le Secrétaire général et de faciliter sa tâche dans l'enquête à mener ? Parlant au sein de la Commission politique spéciale sur ce sujet, j'ai déclaré que le comité tripartite chargé d'enquêter dans

les territoires arabes occupés se fondait sur des sources d'informations israéliennes et que tous les renseignements figurant dans le rapport étaient extraits de journaux et de différentes sources d'informations israéliens.

248. Les sources d'informations israéliennes sont-elles fallacieuses ? Ces sources ont-elles inventé de toutes pièces des informations touchant les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés ? Je n'ai guère entendu de réponse à ce sujet de la part du représentant d'Israël, que ce soit à la Cinquième Commission ou dans le discours qu'il vient de prononcer en cette assemblée. Le représentant d'Israël, dans la déclaration qu'il vient de faire, n'a fait que mentir, selon son habitude, tout comme le font les autres représentants d'Israël dans les différentes instances des Nations Unies, et cela depuis nombre d'années.

249. La session actuelle, comme les autres sessions, a révélé à la communauté internationale qu'Israël, en tant qu'Etat Membre de l'Organisation internationale, fonde sa politique sur l'agression et maintient son occupation des territoires arabes appartenant à des Etats Membres de cette organisation. Sa politique déclarée et ses pratiques quotidiennes dans les territoires arabes occupés sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies et avec les principes du droit international, ainsi qu'avec les nombreuses résolutions qui ont été adoptées par l'Assemblée au cours de nombreuses années.

250. Pas une séance n'a lieu sans qu'Israël déclare qu'il désire la paix et qu'il désire aboutir à une solution juste du problème. Mais Israël, quotidiennement, installe des colonies dans les territoires occupés afin de modifier la structure physique et démographique de ces territoires, ce qui prouve qu'il ne veut pas qu'une paix vraiment durable s'instaure dans la région. Au contraire, cela révèle son désir de continuer à occuper les territoires arabes occupés et de les intégrer au régime raciste.

251. Si Israël désire vraiment aboutir à une solution juste et durable dans la région, pourquoi installe-t-il des kibboutzim dans les territoires arabes occupés ? Pourquoi démolit-il des maisons arabes ? Pourquoi expulse-t-il la population des territoires occupés ? Pourquoi nie-t-il le droit de cette population de retourner dans ses foyers ? Pourquoi porte-t-il atteinte au droit du culte religieux dans les Lieux saints ? Pourquoi installe-t-il des éléments de sa population et de nouveaux immigrants dans les territoires occupés ? Ces politiques constituent des violations flagrantes de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁴, et de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies adoptées à cet égard.

252. Quiconque désire la paix ne commet pas d'actes de ce genre qui sont incompatibles avec la paix. Quiconque désire instaurer la paix doit respecter la Charte et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

253. Le représentant d'Israël, jour après jour, insulte ouvertement les Membres de l'Organisation qui appuient ses résolutions et qui exposent les pratiques israéliennes dans les territoires occupés. Cette noble majorité ne peut se fourvoyer, et le représentant de l'Etat raciste ne peut pas être le seul à avoir raison.

Le temps n'est-il pas venu pour Israël de reconnaître que personne n'est dupe de ses mensonges ?

254. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant d'Israël pour exercer son droit de réponse. Puis-je rappeler encore une fois que, selon la décision de l'Assemblée, le droit de réponse se limite à 10 minutes.

255. M. DORON (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Le représentant de la Jordanie a mentionné un des paragraphes de l'ignoble résolution D, qui demande une autre prétendue enquête. Il n'y a aucune enquête à faire sur les faits concernant la mosquée Al-Ibrahimi, à Hébron. Ma délégation a déjà fait une déclaration à cet égard le 19 novembre 1973 à la Commission politique spéciale [890^e séance] et, le 20 août 1975, le représentant d'Israël a adressé une lettre au Secrétaire général¹¹ qui a fait toute la lumière sur la question. Les Juifs vivaient à Hébron depuis des temps immémoriaux et, pendant des millénaires, avaient eu le droit de prier dans le *mearat* de Macpéla, situé dans ce que les Arabes appellent maintenant la mosquée Al-Ibrahimi. C'est seulement en 1929, après le massacre de la vieille communauté juive d'Hébron par ses voisins arabes musulmans, incités par le même genre de mensonges éhontés que dans le cas du dôme du Rocher, ceux que l'on retrouve dans la résolution relative à la mosquée Al-Ibrahimi, que les Juifs n'ont plus été autorisés à prier dans la caverne de Macpéla.

256. Quant aux rapports des journaux mentionnés par le représentant de la Jordanie, nous savons très bien qu'ils sont tendancieux. Dans les déclarations qu'elle a faites à la Commission politique spéciale, ma délégation a repris une par une ces prétendues citations, et nous avons prouvé que le comité chargé de l'enquête, le prétendu Comité spécial d'enquête avait lu seulement des parties de ces rapports, s'arrêtant toutes les fois qu'il était question d'un acte faisant l'objet d'une plainte. Pour les représentants qui n'étaient pas présents alors, je vais rappeler un ou deux cas précis. Par exemple, le Comité spécial s'est référé à un article de journal où il était relaté qu'une jeune Arabe avait été arrêté, incarcéré par ces odieux Israéliens et finalement condamné à 20 ans de prison. Mais on n'a pas cité la ligne suivante de ce même article. On a omis de le faire. Il y était dit que ce jeune homme avait pris un taxi dans la ville de Ramallah, un taxi avec un chauffeur arabe, qu'il l'avait assassiné pour le voler; et c'est pour cela qu'il avait été condamné à 20 ans de prison. Mais le comité d'enquête ne l'a pas dit. Peut-on s'étonner, après cela, que nous refusions de coopérer avec ce comité et d'autres comités du même genre ?

257. Quant au reste du discours de propagande prononcé par le représentant de la Jordanie, il comportait les calomnies mensongères habituelles à l'égard d'Israël. On peut répéter ces mensonges 100 fois, 1 000 fois, ce ne seront toujours pas des vérités. La vérité est entièrement différente.

258. Le représentant de la Jordanie a prétendu que les Israéliens privaient les autres communautés de leurs droits religieux. Tout le passé montre qu'Israël a toujours eu le plus profond respect et la plus grande considération pour les valeurs et les institutions religieuses des non-juifs, et je n'ai pas besoin d'en parler. D'innombrables dignitaires de toutes les religions en ont témoigné, même des musulmans comme le chef

iman de l'armée jordanienne — je dis bien de l'armée jordanienne et non pas de l'armée israélienne — et d'autres personnages de religion musulmane ou chrétienne. Le chef iman de l'armée jordanienne — comme je l'ai déjà dit à la Commission — s'est rendu dans les régions que nous administrons et en Israël, il y a quelques mois et, après avoir visité une mosquée à Haïfa, il a écrit dans le livre que signent les visiteurs qu'il était plein d'admiration pour la liberté religieuse qu'il avait constatée en Israël et pour la façon dont la mosquée était entretenue; il a aussi exprimé l'espoir que les pays arabes et Israël connaîtraient désormais la paix et le calme et qu'il n'y aurait plus de guerre. Je fais mienne cette déclaration de l'iman de Jordanie et je rejette complètement celle du représentant de la Jordanie.

Organisation des travaux

259. Le PRÉSIDENT : Avant de lever la séance, je voudrais consulter l'Assemblée générale sur la clôture de la présente session. Comme les membres le savent, l'Assemblée générale, à sa 2353^e séance, le 19 septembre 1975, a décidé de fixer la date de clôture de la trentième session au mardi 16 décembre. Il semble toutefois que l'Assemblée ne sera pas en mesure de se conformer à cette décision étant donné que la Cinquième Commission n'a pas achevé ses travaux et que les rapports de cette commission ne seront prêts que mercredi. Le Président de l'Assemblée a déjà consulté à ce sujet les Présidents des groupes régionaux et tenu une réunion officielle avec les membres du Bureau. Puis-je considérer que l'Assemblée approuve la prolongation de la session jusqu'à mercredi soir, 17 décembre ? S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 20 h 5.

NOTES

¹ Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (publication des Nations Unies, numéro de vente F.76.IV.1), chap. I.

² Ibid., chap. II, sect. A.

³ La délégation du Souaziland a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287.

⁵ Les délégations de la Mauritanie et du Qatar ont informé ultérieurement le Secrétariat qu'elles avaient eu l'intention de voter en faveur de l'amendement.

⁶ Les délégations de la Mauritanie et du Qatar ont informé ultérieurement le Secrétariat qu'elles avaient eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

⁷ La délégation du Libéria a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

⁸ La délégation du Qatar a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

⁹ La délégation du Malawi a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution.

¹⁰ La délégation du Malawi a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter contre le projet de résolution.

¹¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trentième année, Supplément de juillet, août et septembre 1975*, document S/11809.